

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES**

Société Anonyme Coopérative de Banque populaire à capital variable, régie par l'article L 512.2 du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques populaires et aux Établissements de Crédit.

Activité annexe Société de Courtage d'Assurance, inscrite au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 006 015

Siège Social : 4 boulevard Eugène Deruelle, 69003 Lyon  
Siren 605 520 071 R.C.S Grenoble

*Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 2019*

**A. — Comptes individuels.****I. — Bilan au 31 décembre 2018.**

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisses, banques centrales		257 970	177 910
Effets publics et valeurs assimilées	3.3	88 799	63 018
Créances sur les établissements de crédit	3.1	4 328 799	4 748 145
Opérations avec la clientèle	3.2	21 770 857	20 828 730
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	4 240 913	4 214 177
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	10 747	1 635
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	105 099	942 711
Parts dans les entreprises liées	3.4	1 202 664	296 553
Opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Immobilisations incorporelles	3.5	2 537	2 052
Immobilisations corporelles	3.5	77 229	89 233
Autres actifs	3.7	257 506	272 193
Comptes de régularisation	3.8	107 390	101 206
<b>Total de l'actif</b>		<b>32 450 510</b>	<b>31 737 563</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	4.1	2 387 996	2 357 713
Engagements de garantie	4.1	1 021 011	970 608
Engagements sur titres		4 810	6 435

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	7 733 184	7 985 886
Opérations avec la clientèle	3.2	21 008 985	20 198 218
Dettes représentées par un titre	3.6	408 458	450 640
Autres passifs	3.7	135 709	144 770
Comptes de régularisation	3.8	314 765	292 644
Provisions	3.9	244 669	202 685
Dettes subordonnées	3.10	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.11	116 335	152 235
Capitaux propres hors FRBG	3.12	2 488 406	2 310 484
Capital souscrit		1 166 547	1 083 655
Primes d'émission		554 708	554 708
Réserves		586 259	482 011
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		2 049	1 987
Report à nouveau		68 134	66 886
Résultat de l'exercice (+/-)		110 709	121 238
<b>Total du passif</b>		<b>32 450 510</b>	<b>31 737 563</b>

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	4.1	2 947	2 289
Engagements de garantie	4.1	8 128 798	7 316 570
Engagements sur titres		4 810	6 435

## II. — Compte de résultat.

	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	598 350	642 278
Intérêts et charges assimilées	5.1	-294 412	-338 795
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Revenus des titres à revenu variable	5.2	27 952	39 410
Commissions (produits)	5.3	343 481	338 369
Commissions (charges)	5.3	-71 992	-71 582
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4	3 067	3 268
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.5	-841	11 545
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	84 501	28 517
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	-64 448	-13 536
<b>Produit net bancaire</b>		<b>625 658</b>	<b>639 476</b>
Charges générales d'exploitation	5.7	-424 831	-430 976
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-15 532	-17 784
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>185 295</b>	<b>190 716</b>
Coût du risque	5.8	-89 682	-38 051
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>95 613</b>	<b>152 665</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.9	9 722	-7 593
<b>Résultat courant avant impôts</b>		<b>105 335</b>	<b>145 072</b>
Résultat exceptionnel	5.10	658	-2 503
Impôt sur les bénéfices	5.11	-31 121	-31 419
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		35 837	10 088
<b>Résultat net</b>		<b>110 709</b>	<b>121 238</b>

## III. — Annexe aux documents comptables individuels au 31 décembre 2018.

### Note 1. – Cadre général.

**1.1. Le Groupe BPCE.** — Le Groupe BPCE<sup>1</sup> dont fait partie la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

**1.1.1. Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.** — Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

**1.1.2. BPCE.** — Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne.

<sup>1</sup> L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE, dont Natixis, société cotée détenue à 71,03 % sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de Natixis) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

**1.2. Mécanisme de garantie.** — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

**1.3. Evénements significatifs.** — Impact en résultat du changement d'estimation comptable sur le risque de crédit portant sur les engagements non douteux inscrits au bilan ou au hors bilan.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements non douteux présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale sont alignées avec celles de la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. Les provisions S2 comptabilisées dans l'exercice s'élèvent à 28,2 millions d'euros en compte de résultat au poste Coût du risque.

**Opérations de titrisation 2018.** — Au 31 décembre 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (1,12 milliard d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (1 milliard d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles.

Cette opération prolonge les opérations de titrisation mises en place en 2014 (BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut), en 2016 (BPCE Consumer Loans FCT 2016\_5) et en 2017 (BPCE Home Loans 2017\_5).

**1.4. Evénements postérieurs à la clôture.** — « Néant »

**Note 2. – Principes et méthodes comptables.**

**2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.** — Les comptes individuels annuels de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

**2.2. Changements de méthodes comptables.** — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

**2.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.** — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
  - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**2.3.1. Opérations en devises.** — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

**2.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle.** — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

**Créances restructurées.** — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

**Créances douteuses.** — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

**Opérations de pension.** — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

**Dépréciation.** — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**2.3.3 Titres.** — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

**Titres de transaction.** — Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les

prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

**Titres de placement.** — Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

**Titres d'investissement.** — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

**Titres de l'activité de portefeuille.** — L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**Titres de participation et parts dans les entreprises liées.** — Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**Autres titres détenus à long terme.** — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**Reclassement d'actifs financiers.** — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

**2.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles.** — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

**Immobilisations incorporelles.** — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

**Immobilisations corporelles.** — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.



Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

**2.3.5 Dettes représentées par un titre.** — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

**2.3.6 Dettes subordonnées.** — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**2.3.7 Provisions.** — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

**Engagements sociaux.** — Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

— **Avantages à court terme** : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

— **Avantages à long terme** : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

— **Indemnités de fin de contrat de travail** : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

— **Avantages postérieurs à l'emploi** : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

**Provisions épargne logement.** — Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

**2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux.** — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

**2.3.9 Instruments financiers à terme.** — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

**Opérations fermes.** — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;

- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

**Opérations conditionnelles.** — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

**2.3.10 Intérêts et assimilés – Commissions.** — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

**2.3.11 Revenus des titres.** — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

**2.3.12 Impôt sur les bénéfices.** — Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

**2.3.13 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire.** — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 14 653 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 095 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 12 958 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2018, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2018. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 7 177 milliers d'euros dont 6 100 milliers d'euros comptabilisés en charge et 1 077 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 2 556 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

### Note 3. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

#### 3.1 Opérations interbancaires :

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Créances à vue	1 172 339	1 663 588
Comptes ordinaires	1 172 339	1 663 590
Comptes et prêts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	0	-2
Créances à terme	3 138 973	3 066 668
Comptes et prêts à terme	3 138 973	3 066 668
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Valeurs et titres reçus en pension à terme	0	0
Créances rattachées	17 486	17 889
Créances douteuses	0	0
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
<b>Total</b>	<b>4 328 798</b>	<b>4 748 145</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 1 167 788 milliers d'euros à vue et 728 575 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 2 147 244 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
<b>Dettes à vue</b>	<b>69 480</b>	<b>93 272</b>
Comptes ordinaires créditeurs	47 308	55 101
Comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	22 172	38 171
<b>Dettes à terme</b>	<b>7 644 664</b>	<b>7 866 000</b>
Comptes et emprunts à terme	7 286 656	7 468 898
Valeurs et titres donnés en pension à terme	358 008	397 102
Dettes rattachées	19 041	26 614
<b>Total</b>	<b>7 733 185</b>	<b>7 985 886</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 40 658 milliers d'euros à vue et 5 646 401 milliers d'euros à terme.

### 3.2. Opérations avec la clientèle

#### 3.2.1. Opérations avec la clientèle :

<b>Actif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Comptes ordinaires débiteurs	338 974	315 405
Créances commerciales	145 035	188 671
Crédits à l'exportation	7 857	9 317
Crédits de trésorerie et de consommation	1 305 087	1 222 528
Crédits à l'équipement	7 001 035	6 639 556
Crédits à l'habitat	12 527 355	12 043 949
Autres crédits à la clientèle	4 304	4 304
Valeurs et titres reçus en pension	0	0
Prêts subordonnés	0	0
Autres	0	0
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>20 845 638</b>	<b>19 919 654</b>
Créances rattachées	136 749	91 897
Créances douteuses	736 945	743 832
Dépréciations des créances sur la clientèle	-432 488	-430 732
<b>Total</b>	<b>21 770 853</b>	<b>20 828 727</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Livret A	1 562 883	1 434 063
PEL / CEL	2 634 151	2 585 585
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)	3 314 386	3 810 659
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>7 511 420</b>	<b>7 830 307</b>
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	13 367 863	12 227 464
Dépôts de garantie	0	9
Autres sommes dues	44 325	39 191
Dettes rattachées	85 375	101 245
<b>Total</b>	<b>21 008 983</b>	<b>20 198 216</b>

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	9 493 561	////	9 493 561	8 637 176	////	8 637 176
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	1	1	0	1	1
Valeurs et titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0	0
Autres comptes et emprunts	0	3 874 301	3 874 301	0	3 590 286	3 590 286
<b>Total</b>	<b>9 493 561</b>	<b>3 874 302</b>	<b>13 367 863</b>	<b>8 637 176</b>	<b>3 590 287</b>	<b>12 227 463</b>

**3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique :**

(En milliers d'Euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	8 158 954	491 851	-330 096	367 789	-275 017
Entrepreneurs individuels	1 544 521	73 032	-35 971	41 431	-27 274
Particuliers	11 272 517	168 582	-65 097	83 054	-46 610
Administrations privées	110 022	2 233	-861	2 033	-836
Administrations publiques et Sécurité Sociale	171 313	1 179	-408	0	0
Autres	72 321	68	-56	68	-56
<b>Total au 31/12/2018</b>	<b>21 329 648</b>	<b>736 946</b>	<b>-432 489</b>	<b>494 376</b>	<b>-349 793</b>
<b>Total au 31/12/2017</b>	<b>20 423 730</b>	<b>743 833</b>	<b>-430 733</b>	<b>475 388</b>	<b>-333 286</b>

**3.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable :****3.3.1 Portefeuille titres:**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Valeurs brutes	///	87 551	0	///	87 551	///	63 000	0	///	63 000
Créances rattachées	///	1 248	0	///	1 248	///	17	0	///	17
Dépréciations	///	0	0	///	0	///	0	0	///	0
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>0</b>	<b>88 799</b>	<b>0</b>	<b>///</b>	<b>88 799</b>	<b>0</b>	<b>63 017</b>	<b>0</b>	<b>///</b>	<b>63 017</b>
Valeurs brutes	///	211 643	3 960 790	0	4 172 433	///	75 600	4 080 185	0	4 155 785
Créances rattachées	///	53 946	14 647	0	68 593	///	42 574	15 930	0	58 504
Dépréciations	///	-111	0	0	-111	///	-111	0	0	-111
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>265 478</b>	<b>3 975 437</b>	<b>0</b>	<b>4 240 915</b>	<b>0</b>	<b>118 063</b>	<b>4 096 115</b>	<b>0</b>	<b>4 214 178</b>
Montants bruts	///	11 715	///	0	11 715	///	1 636	///	0	1 636
Créances rattachées	///	0	///	0	0	///	0	///	0	0
Dépréciations	///	-967	///	0	-967	///	0	///	0	0
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>0</b>	<b>10 748</b>	<b>///</b>	<b>0</b>	<b>10 748</b>	<b>0</b>	<b>1 636</b>	<b>///</b>	<b>0</b>	<b>1 636</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>365 025</b>	<b>3 975 437</b>	<b>0</b>	<b>4 340 462</b>	<b>0</b>	<b>182 716</b>	<b>4 096 115</b>	<b>0</b>	<b>4 278 831</b>

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE (voir note 1.3)

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 85 000 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 4 037 707 milliers d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent respectivement à :

- 15 209 milliers d'euros pour les titres de placement
- 76 917 milliers d'euros pour les titres d'investissement

**— Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	0	-862	336 187	335 326	0	-307	379 994	379 687
Titres non cotés	0	19 392	445 605	464 997	0	13 795	437 493	451 288
Titres prêtés	0	193 001	3 178 998	3 371 999	0	62 001	3 262 699	3 324 700
Titres empruntés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	53 946	14 647	68 593	0	42 574	15 930	58 504
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>265 478</b>	<b>3 975 437</b>	<b>4 240 914</b>	<b>0</b>	<b>118 063</b>	<b>4 096 115</b>	<b>4 214 178</b>
Dont titres subordonnés	0	0	0	0	0	0	0	0

2 910 millions d'euros d'obligations séniors souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 2 984 millions au 31 décembre 2017).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 1 078 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 111 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 14 971 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 8 437 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

— **Actions et autres titres à revenu variable :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés	0	10 747	0	10 747	0	1 635	0	1 635
Titres non cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>10 747</b>	<b>0</b>	<b>10 747</b>	<b>0</b>	<b>1 635</b>	<b>0</b>	<b>1 635</b>

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 11 645 milliers € d'OPCVM au 31/12/18 comme au 31/12/17.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 141 milliers d'euros en 2018 (530 milliers d'euros en 2017)

Les moins-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 967,1 milliers d'euros en 2018, dont 967,1 milliers d'euros faisant l'objet d'une dépréciation.

**3.3.2. Evolution des titres d'investissement :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/2018
Effets publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 096 115	655 712	0	-763 496	0	-11 605	-1 289	0	3 975 437
<b>Total</b>	<b>4 096 115</b>	<b>655 712</b>	<b>0</b>	<b>-763 496</b>	<b>0</b>	<b>-11 605</b>	<b>-1 289</b>	<b>0</b>	<b>3 975 437</b>

Les achats de titres d'investissement s'expliquent principalement par la participation de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES aux opérations de titrisation de 2018 décrite en note 1.3 et par le rechargement (remboursement, réémission) d'opérations de titrisation précédentes.

**3.3.3 Reclassements d'actifs. — Néant**

**3.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :**

**3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2018
Participations et autres titres détenus à long terme	945 152	43 011	-1 251	0	-879 751	107 161
Parts dans les entreprises liées	321 906	13 025	0	0	879 751	1 214 682
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 267 058</b>	<b>56 037</b>	<b>-1 251</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>1 321 843</b>
Participations et autres titres à long terme	-2 441	-461	815	0	24	-2 063
Parts dans les entreprises liées	-25 353	-8 330	21 690	0	-24	-12 017
<b>Dépréciations</b>	<b>-27 794</b>	<b>-8 791</b>	<b>22 505</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-14 080</b>
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>1 239 264</b>	<b>47 246</b>	<b>21 254</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>1 307 763</b>

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

La variation de 879 751 K€ correspond à un déclassement des titres enregistrés en Participations et autres titres détenus à long terme, en Parts dans les entreprises liées.

Cela concerne les titres BPCE, I-BP Informatique, I-BP Investissement, BP Développement, les SCM, le GIE BPCE Achat, BPCE SF.

**3.4.2 Tableau des filiales et participations. — Les montants sont exprimés en millions d'euros.**

Société	Capital	Capitaux Propres Autre que le Capital	Quote Part du Capital Détenu	Valeur Comptable des Titres Détenus		Prêts et Avances Consentis	Cautions et Avals Donnés	Chiffre d'affaire	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette					
<b>A - Titres &gt;1% du capital BPAURA (soit 10.266 MILLIERS D'EUROS)</b>										
<b>Détenus à plus de 50%</b>	BANQUE DE SAVOIE	6 853,0	99,98%	223 540	220 499			0	7 165,0	2 655,0
	EXPANSINVEST SA	12 500,0	100,00%	13 486	13 486			2 058,4	1 754,9	0,0
	GARIBALDI CAPITAL DEV	63 229,0	100,00%	65 441	65 441			284,5	1 072,3	0,0
<b>Détenus entre 10 et 50%</b>	<b>NEANT</b>									
<b>Détenus à moins de 10%</b>	BP DEVELOPPEMENT SA	456 117,0	5,37%	30 348	30 322	0,0	0,0	68 672,0	53 572,0	1 707,1
	BPCE	155 742,0	2,03%	841 764	841 764	0,0	0,0	494 388,0	390 468,0	22 353,0
	CIE DES ALPES	186 091,0	4,95%	28 338	28 338	0,0	0,0	801 226,0	63 160,0	602,0
<b>B - Autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital BPA</b>										
Filiales françaises (ensemble)				21 595	20 095	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Certificats d'associations				4 726	4 726					
Certificats d'associés				8 232	8 232					
Participations dans des sociétés françaises (ensemble)				44 990	35 476	0,0	0,0	0,0	0,0	629,0
Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)										
Dont participations dans les sociétés cotées										

**3.4.3 Opérations avec les entreprises liées :**

(En milliers d'Euros)	Etablissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2018	31/12/2017
<b>Créances</b>	<b>126 838</b>	<b>618</b>	<b>127 456</b>	<b>3 434</b>
Dont subordonnées	0	0	0	0
<b>Dettes</b>	<b>54 938</b>	<b>73 281</b>	<b>128 219</b>	<b>101 520</b>
Dont subordonnées	0	0	0	0
<b>Engagements donnés</b>	<b>6 462</b>	<b>0</b>	<b>6 462</b>	<b>491</b>
Engagements de financement	0	0	0	0
Engagements de garantie	6 462	0	6 462	491
Autres engagements donnés	0	0	0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>885 508</b>	<b>2 044</b>	<b>887 552</b>	<b>954 249</b>
Engagements de financement	2 947	0	2 947	1 606
Engagements de garantie	882 561	0	882 561	949 941
Autres engagements reçus	0	2 044	2 044	2 702
<b>Total</b>			<b>1 149 689</b>	<b>1 059 694</b>

En application aux règles de l'ANC 2010-04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non souscrites au bilan, des informations sont à donner sur les "parties liées" et non plus seulement sur les "entreprises liées".

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales ou sont non significatives, à l'exception des opérations ci-dessous.

Des conventions d'abandon de créances de la part de la BPA au profit de la SOCAMA ont été enregistrées pour un montant de 4.4 millions d'euros au titre de l'exercice 2004 à 2010.

Ces abandons de créance conclus avec une clause de retour à meilleur fortune ont permis de couvrir une partie des déficits de cette société.

Au 31 décembre 2018, le montant restant s'élève à 2 millions d'euros.

Ces opérations se situent dans le cadre d'une convention d'agrément collectif ou chaque BP garantit la liquidité et la solvabilité des SCM qui lui accordent l'exclusivité de leur cautionnement.



**3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles :****3.5.1 Immobilisations incorporelles :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	01/01/2018	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
<b>Valeurs brutes</b>	<b>30 555</b>	<b>982</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 537</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	27 259	869	0	0	28 128
Logiciels	3 296	113	0	0	3 409
Autres	0	0	0	0	0
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-28 502</b>	<b>-592</b>	<b>0</b>	<b>95</b>	<b>-28 998</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-25 249	-521	0	95	-25 675
Logiciels	-3 253	-71	0	0	-3 323
Autres	0	0	0	0	0
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>2 053</b>	<b>390</b>	<b>0</b>	<b>95</b>	<b>2 539</b>

**3.5.2 Immobilisations corporelles :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	01/01/2018	Augmentation	Diminution	Ajustements	Autres mouvements	31/12/2018
<b>Valeurs brutes</b>	<b>362 621</b>	<b>5 242</b>	<b>-6 964</b>	<b>-31</b>	<b>0</b>	<b>360 868</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>360 138</b>	<b>5 242</b>	<b>-6 411</b>	<b>-21</b>	<b>0</b>	<b>358 947</b>
Terrains	5 730	55	-74	0	0	5 711
Constructions	267 265	856	-4 594	-1	2 277	265 803
Parts de SCI	7 691	0	-321	0	0	7 370
Autres	79 452	4 331	-1 422	-21	-2 277	80 063
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>2 483</b>	<b>0</b>	<b>-553</b>	<b>-9</b>	<b>0</b>	<b>1 921</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-273 389</b>	<b>-15 053</b>	<b>4 786</b>	<b>-4</b>	<b>20</b>	<b>-283 640</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-272 582</b>	<b>-14 994</b>	<b>4 730</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>	<b>-282 827</b>
Terrains	0	0	0		0	0
Constructions	-204 201	-11 789	3 461	7 349	-7 004	-212 184
Parts de SCI	0	0	0		0	0
Autres	-68 381	-3 204	1 270	-7 352	7 024	-70 643
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-807</b>	<b>-59</b>	<b>55</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>-813</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>89 232</b>	<b>-9 811</b>	<b>-2 178</b>	<b>-35</b>	<b>20</b>	<b>77 228</b>

**3.6 Dettes représentées par un titre :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse et bons d'épargne	0	453
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	402 932	443 660
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	5 526	6 527
<b>Total</b>	<b>408 458</b>	<b>450 640</b>

**3.7. Autres actifs et autres passifs :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	11	0	10 743	0
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	8 454	181	10 428	141
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////	8 225	////	8 886
Créances et dettes sociales et fiscales	65 228	54 657	62 220	73 486
Dépôts de garantie reçus et versés	18 350	0	17 092	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	165 462	72 646	171 709	62 257
<b>Total</b>	<b>257 505</b>	<b>135 709</b>	<b>272 192</b>	<b>144 770</b>

**3.8. Comptes de régularisation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	1 230	0	207	38
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	0	0	0	0
Charges et produits constatés d'avance (1)	24 988	110 700	20 018	121 515
Produits à recevoir/Charges à payer	47 691	136 522	47 180	147 739
Valeurs à l'encaissement	1 377	36 776	2 669	2 300
Autres (2)	32 103	30 767	31 133	21 053
<b>Total</b>	<b>107 389</b>	<b>314 765</b>	<b>101 207</b>	<b>292 645</b>

(1) et (2) Détail le cas échéant

**3.9 Provisions :****3.9.1 Tableau de variations des provisions :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Reclassement	01/01/2018	Dotations	Utilisations	Reclassement / Changement méthode	Reprises	31/12/2018
Provisions pour risques de contrepartie	78 269	7 567	85 836	105 076	0	-78	-50 439	140 396
Provisions pour engagements sociaux	60 946	0	60 946	91	0	0	-6 786	54 252
Provisions pour PEL/CEL	23 043	0	23 043	0	0	0	-1 098	21 945
Portefeuille titres et instruments financiers à terme		0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières		0	0	0	0	0	0	0
Promotion immobilière		0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	5 763	0	5 763	1 248	-516	0	0	6 495
Autres	34 663	-7 569	27 094	9 904	0	0	-15 420	21 581
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>40 426</b>	<b>-7 568</b>	<b>32 858</b>	<b>11 152</b>	<b>-516</b>	<b>0</b>	<b>-15 420</b>	<b>28 076</b>
informatiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Provisions exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>202 685</b>	<b>-1</b>	<b>202 684</b>	<b>116 319</b>	<b>-516</b>	<b>-78</b>	<b>-73 742</b>	<b>244 669</b>

**3.9.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Reclassement	01/01/2018	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2018
Dépréciations sur créances sur la clientèle	430 733	1	430 734	110 697	-18 970	-89 971	432 490
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>430 733</b>	<b>1</b>	<b>430 734</b>	<b>110 697</b>	<b>-18 970</b>	<b>-89 971</b>	<b>432 490</b>
Provisions sur engagements hors bilan (1)	20 230	0	20 230	17 232	0	-10 664	26 798
Provisions pour risques pays	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	57 552	0	57 552	86 698	0	-39 481	104 769
Autres provisions	488	7 567	8 055	1 146	0	-372	8 829
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>78 270</b>	<b>7 567</b>	<b>85 837</b>	<b>105 076</b>	<b>0</b>	<b>-50 517</b>	<b>140 396</b>
<b>Total</b>	<b>509 003</b>	<b>7 568</b>	<b>516 571</b>	<b>215 773</b>	<b>-18 970</b>	<b>-140 488</b>	<b>572 886</b>

(1) Dont risque d'exécution d'engagements par signature.

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

L'évolution des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif et des provisions sur engagements hors bilan s'explique principalement par les opérations de titrisation décrite en note 1.3.

Dans la dernière opération de titrisation, tout comme dans les opérations précédentes relatives aux prêts immobiliers, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein du FCT BPCE Home Loans FCT 2018.

La BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES est toujours exposée à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée au FCT BPCE Home loans 2018 FCT Demut dont le rôle est de démutualiser les flux servis par les différentes tranches de titres émises par le FCT BPCE Home loans FCT 2018. Pour les créances qu'elle a cédées au FCT, La BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES comptabilise désormais au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature en remplacement et pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

**3.9.3. Provisions pour engagements sociaux :**

**Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies.** — Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

L'engagement de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES est limité aux versements des cotisations soit 30 802 milliers d'euros en 2018.

**Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme.** — Les engagements de la Banque Populaire concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

**— Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :**

(En milliers d'Euros)	Régimes CARBP	IFC	Médaille trav.	FCR	31/12/2018	Régimes CARBP	IFC	Médaille trav.	FCR	31/12/2017
Valeur actualisée des engagements financés (a)	71 542	25 488	21 930	1 098	120 058	84 606	36 938	24 416	0	145 960
Juste valeur des actifs du régime (b)	-39 320	-26 860	0	-998	-67 178	-45 673	-27 690	0	0	-73 363
Juste valeur des droits à remboursement (c)	0	1 372	0	0	1 372	0	0	0	0	0
Valeur actualisée des engagements non financés (d)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Eléments non encore reconnus : écarts actuariels et coûts des services passés (e)	32 222	0	21 930	100	54 252	-4 677	-6 974	0	0	-11 651
<b>Solde net au bilan (A) - (B) - (C) + (D) - (E)</b>	<b>32 222</b>	<b>0</b>	<b>21 930</b>	<b>100</b>	<b>54 252</b>	<b>34 256</b>	<b>2 274</b>	<b>24 416</b>	<b>0</b>	<b>60 946</b>
Passif	32 222	0	21 930	100	54 252	34 256	2 274	24 416	0	60 946
Actif										

**— Analyse de la charge de l'exercice :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Régimes CARBP	IFC	Médaille Trav.	FCR	Total	Régimes CARBP	IFC	Médaille Trav.	FCR	Total
Coût des services rendus	0	2 005	1 335		3 340	0	2 093	1 123	0	3 216
Coût des services passés	0	-2 427	14		-2 413	0	0	5 581	0	5 581
Coût financier	1 088	527	281	324	2 220	1 042	488	193	0	1 723
Produit financier	-599	-254	0	-282	-1 135	-528	-213	0	0	-741
Prestations versées		-2 193	-3	0	-2 196	-2 821	-889	-696		-4 406
Cotisations reçues		0			0		-9 500			-9 500
Ecarts actuariels	0	213	0	0	213	0	298	0	0	298
Autres	-2 790	349	-4 026		-6 467	0	176	-1 055	0	-879
<b>Total</b>	<b>-2 301</b>	<b>-1 779</b>	<b>-2 399</b>	<b>42</b>	<b>-6 437</b>	<b>-2 307</b>	<b>-7 547</b>	<b>5 146</b>		<b>-4 708</b>

**— Principales hypothèses actuarielles :**

En pourcentage	Régimes CARBP / ex-CGRCE		IFC		MDT	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'actualisation	1,19%	0,89%	1,69%	1,40%	1,41%	1,12%
Taux de charges sociales	Sans objet	Sans objet	62,00%	62,00%	65,00%	65,00%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%
Duration	13,8	14,1	15,6	15,5	12,1	12,4
Tables de mortalité utilisées	TGH05/TGF05	TGH05/TGF06	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

**3.9.4. Provisions PEL / CEL :****— Encours de dépôts collectés :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	355 336	312 857
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 757 508	1 736 606
Ancienneté de plus de 10 ans	358 800	369 680
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>2 471 645</b>	<b>2 419 143</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>162 619</b>	<b>163 296</b>
<b>Total</b>	<b>2 634 264</b>	<b>2 582 439</b>

**— Encours de crédits octroyés :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Encours de crédits octroyés	1 154	1 602
Au titre des plans épargne logement		
Au titre des comptes épargne logement	7 338	10 465
<b>Total</b>	<b>8 492</b>	<b>12 067</b>

**— Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>01/01/2018</b>	<b>Dotations / reprises nettes</b>	<b>31/12/2018</b>
Provisions constituées au titre des PEL			
Ancienneté de moins de 4 ans	5 443	20	5 464
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	10 229	-1 407	8 821
Ancienneté de plus de 10 ans	6 122	11	6 133
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>21 794</b>	<b>-1 376</b>	<b>20 418</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 495</b>	<b>183</b>	<b>1 678</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-21	11	-11
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-225	84	-141
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-246</b>	<b>95</b>	<b>-152</b>
<b>Total</b>	<b>23 043</b>	<b>-1 098</b>	<b>21 945</b>

**3.10 Dettes subordonnées. — Néant****3.11 Fonds pour risques bancaires généraux :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>01/01/2018</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2018</b>
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	81 600	21 690	-57 590	0	45 700
Autres Fonds pour Risques Bancaires Généraux	70 635				70 635
<b>Total</b>	<b>152 235</b>	<b>21 690</b>	<b>-57 590</b>	<b>0</b>	<b>116 335</b>

Au 31 décembre 2018, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment :

- 6 333 milliers d'euros au Fond de Garantie Mutuel
- 18 465 milliers d'euros au Fond Régionaux de Solidarité
- 45 837 milliers d'euros au Fond Groupe Réseau BP

**3.12 Capitaux propres :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>Capital</b>	<b>Primes d'émission</b>	<b>Réserves/ autres</b>	<b>RAN</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total capitaux propres hors FRBG</b>
<b>Total au 31/12/2016</b>	<b>1 026 629</b>	<b>623 551</b>	<b>415 084</b>	<b>18 878</b>	<b>62 362</b>	<b>2 146 504</b>
Mouvements de l'exercice	57 026	-68 844	68 914	48 008	58 879	163 983
<b>Total au 31/12/2017</b>	<b>1 083 655</b>	<b>554 708</b>	<b>483 998</b>	<b>66 886</b>	<b>121 241</b>	<b>2 310 488</b>
Variation de capital	82 892	0	0	0	0	82 892
Affectation N-1	0	0	104 248	1 249	-105 497	0
Résultat de la période	0	0	0	0	110 708	110 708
Distribution de dividendes	0	0	0	0	-15 744	-15 744
Changement de méthode	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	0	0	62	0	0	62
<b>Total au 31/12/2018</b>	<b>1 166 547</b>	<b>554 708</b>	<b>588 309</b>	<b>68 135</b>	<b>110 708</b>	<b>2 488 406</b>

Le capital social de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes s'élève à 1 166 millions d'euros et est composé pour 1 166 546 750 euros de 1 166 546 750 parts sociales de nominal 1 euros.

**3.13. Durée résiduelle des emplois et ressources.** — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2018
<b>Total des emplois</b>	<b>6 215 666</b>	<b>2 333 757</b>	<b>10 136 553</b>	<b>11 738 988</b>	<b>4 401</b>	<b>30 429 365</b>
Effets publics et valeurs assimilées	497	5 681	20 000	62 551	70	88 799
Créances sur les établissements de crédit	4 066 634	151 543	82 709	27 912	0	4 328 798
Opérations avec la clientèle	1 821 621	1 820 271	7 541 940	10 582 694	4 327	21 770 853
Obligations et autres titres à revenu fixe	326 914	356 262	2 491 905	1 065 831	3	4 240 915
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0
<b>Total des ressources</b>	<b>17 873 040</b>	<b>2 224 658</b>	<b>6 492 655</b>	<b>2 560 272</b>	<b>0</b>	<b>29 150 626</b>
Dettes envers les établissements de crédit	1 651 120	1 100 609	2 834 653	2 146 803	0	7 733 185
Opérations avec la clientèle	16 216 393	1 071 700	3 467 453	253 437	0	21 008 983
Dettes représentées par un titre	5 526	52 350	190 549	160 033	0	408 458
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

**Note 4. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.**

**4.1. Engagements reçus et donnés :**

**4.1.1. Engagements de financement :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements de financement donnés</b>		
En faveur des établissements de crédit	2 947	3 502
En faveur de la clientèle	2 385 048	2 354 212
Ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres ouvertures de crédits confirmés	2 364 300	2 336 090
Autres engagements	20 748	18 122
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>2 387 995</b>	<b>2 357 714</b>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
D'établissements de crédit	2 947	2 289
De la clientèle	0	0
<b>Total des engagements de financement reçus</b>	<b>2 947</b>	<b>2 289</b>

**4.1.2 Engagements de garantie :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
<b>D'ordre d'établissements de crédit</b>	<b>1 599</b>	<b>1 311</b>
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 599	1 311
Autres garanties	0	0
<b>D'ordre de la clientèle</b>	<b>1 019 412</b>	<b>969 297</b>
Cautions immobilières	170 518	149 571
Cautions administratives et fiscales	88 504	56 658
Autres cautions et avals donnés	406 355	538 896
Autres garanties données	354 035	224 172
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>1 021 011</b>	<b>970 608</b>
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit</b>	<b>8 128 798</b>	<b>7 316 570</b>
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>	<b>8 128 798</b>	<b>7 316 570</b>

**4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie données aux établissements de crédit	5 116 074		4 633 291	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	142 082	0	153 354
<b>Total</b>	<b>5 116 074</b>	<b>142 082</b>	<b>4 633 291</b>	<b>153 354</b>

Au 31 décembre 2018, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- des créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du dispositif TRICP pour 603,96 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 751,67 millions d'euros
- des crédits immobiliers cautionnés auprès de BP Covered Bonds pour 0,00 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 116,33 millions d'euros
- des créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement à l'habitat pour 495,31 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 529,04 millions d'euros
- des créances données en garantie auprès de SFH pour 2 249,25 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 2 244,86 millions d'euros
- des créances données en garantie auprès de EBCE pour 1 363,88 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 813,97 millions d'euros
- des créances données en garantie auprès de BEI pour 34,79 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 35,05 millions d'euros
- des créances données en garantie auprès d'ESNI pour 119,10 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 99,26 millions d'euros
- des créances données en garantie ING pour 196,01 millions d'euros contre au 31 décembre 2017, 0,00 millions d'euros

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque Populaire en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Banque Populaire n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2018, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 53.76 millions d'euros (contre 43.10 millions d'euros au 31 décembre 2017).

**4.2. Opérations sur instruments financiers à terme :****4.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme :**

(En milliers d'Euros)	BPAURA		BPAURA	
	31/12/2018		31/12/2017	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Opérations fermes				
Opérations de gré à gré				
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	20 000	-2
Swaps de taux	4 786 132	-151 913	4 582 497	-145 231
Autres contrats de change	177 527	-6 602	213 639	-4 979
Autres contrats à terme	115 142	0	155 257	0
<b>TOTAL opérations fermes</b>	<b>5 078 801</b>	<b>-158 515</b>	<b>4 971 393</b>	<b>-150 212</b>
Opérations conditionnelles				
Opérations de gré à gré				
Options de taux	150 207	81	198 528	388
Options de change	107 605	0	44 835	0
<b>TOTAL opérations conditionnelles</b>	<b>257 813</b>	<b>81</b>	<b>243 363</b>	<b>388</b>
<b>TOTAL instruments financiers et change à terme</b>	<b>5 336 614</b>	<b>-158 434</b>	<b>5 214 756</b>	<b>-149 824</b>

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

#### 4.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000
Swaps de taux d'intérêt	1 319 848	3 466 285	0	0	4 786 132	1 346 485	3 236 012	0	0	4 582 497
Swaps financiers de devises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	1 319 848	3 466 285	0	0	4 786 132	1 346 485	3 256 012	0	0	4 602 497
Options de taux d'intérêt	39 236	99 475	11 497	0	150 207	54 398	126 638	17 492	0	198 528
Opérations conditionnelles	39 236	99 475	11 497	0	150 207	54 398	126 638	17 492	0	198 528
<b>Total</b>	<b>1 359 083</b>	<b>3 565 759</b>	<b>11 497</b>	<b>0</b>	<b>4 936 340</b>	<b>1 400 883</b>	<b>3 382 650</b>	<b>17 492</b>	<b>0</b>	<b>4 801 025</b>

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

#### 4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	BPAURA			
	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	31/12/2018
Opérations sur marché de gré à gré				
Opérations fermes	592 820	2 222 840	1 977 273	4 792 933
Opérations conditionnelles	40 125	82 491	20 791	143 407
<b>Total</b>	<b>632 946</b>	<b>2 305 331</b>	<b>1 998 063</b>	<b>4 936 340</b>

#### Note 5 Informations sur le compte de résultat.

##### 5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	46 120	-77 435	-31 315	64 344	-97 791	-33 447
Opérations avec la clientèle	454 833	-154 639	300 194	472 798	-172 916	299 882
Obligations et autres titres à revenu fixe	89 912	-9 565	80 347	96 149	-12 678	83 471
Dettes subordonnées	0	0	0	0	-479	-479
Autres*	7 486	-52 773	-45 287	8 987	-54 930	-45 943
<b>Total</b>	<b>598 351</b>	<b>-294 412</b>	<b>303 939</b>	<b>642 278</b>	<b>-338 794</b>	<b>303 484</b>

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 1 098.23 milliers d'euros pour l'exercice 2018, contre 51.30 milliers d'euros pour l'exercice 2017.

La diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » et l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » s'expliquent notamment par les opérations de titrisation décrite en note 1.3.

##### 5.2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Actions et autres titres à revenu variable	6	5
Participations et autres titres détenus à long terme	1 231	25 935
Parts dans les entreprises liées	26 715	13 470
<b>Total</b>	<b>27 952</b>	<b>39 410</b>

**5.3. Commissions :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	6 877	-616	6 261	7 762	-1 037	6 725
Opérations avec la clientèle	202 949	-997	201 952	199 160	-1 026	198 134
Opérations sur titres	11 927	-71	11 856	14 222	-8	14 214
Moyens de paiement	96 358	-46 238	50 120	88 956	-44 474	44 482
Opérations de change	633	0	633	1 458	0	1 458
Engagements hors-bilan	14 885	-9 455	5 430	15 204	-7 739	7 465
Prestations de services financiers	8 314	-6 336	1 978	9 484	-6 194	3 290
Activités de conseil	1 463	0	1 463	1 616	0	1 616
Autres commissions	74	-8 279	-8 205	507	-11 104	-10 597
<b>Total</b>	<b>343 480</b>	<b>-71 992</b>	<b>271 488</b>	<b>338 369</b>	<b>-71 582</b>	<b>266 787</b>

**5.4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	2 912	3 002
Instruments financiers à terme	155	266
<b>Total</b>	<b>3 067</b>	<b>3 268</b>

**5.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	-968	0	-968	92	0	92
Dotations	-967	0	-967	0	0	0
Reprises	-1	0	-1	92	0	92
Résultat de cession	126	0	126	11 453	0	11 453
Autres éléments	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-842</b>	<b>0</b>	<b>-842</b>	<b>11 545</b>	<b>0</b>	<b>11 545</b>

**5.6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	10 606	-7 380	3 226	2 727	-6 220	-3 493
Refacturations de charges et produits bancaires	50 028	-51 435	-1 407	10 110	-10 520	-410
Activités immobilières	-16	0	-16	51	0	51
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	8 845	-112	8 733	6 605	0	6 605
Autres produits et charges accessoires	15 036	-5 522	9 514	9 025	3 204	12 229
<b>Total</b>	<b>84 499</b>	<b>-64 449</b>	<b>20 050</b>	<b>28 518</b>	<b>-13 536</b>	<b>14 982</b>

**5.7. Charges générales d'exploitation :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-151 181	-142 276
Charges de retraite et assimilées (1)	-22 550	-45 583
Autres charges sociales	-38 009	-30 542
Intéressement des salariés	-4 912	-4 425
Participation des salariés	-7 973	-7 520
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-22 201	-23 194
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-246 826</b>	<b>-253 540</b>
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-12 573	-13 731
Autres charges générales d'exploitation	-165 431	-163 705
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-178 004</b>	<b>-177 436</b>
<b>Total</b>	<b>-424 830</b>	<b>-430 976</b>



L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 282 cadres et 2 151 non-cadres, soit un total de 3 433 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel (4 239 milliers d'euros).

### 5.8 Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018					Exercice 2017				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	-110 697	78 396	-4 586	1 841	-35 046	-574 181	540 036	-7 439	1 259	-40 325
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0		100	0	0	100
<b>Provisions</b>										
Engagements hors-bilan	-17 321	10 664	0	0	-6 657	-12 387	7 953	0	0	-4 434
Provisions pour risque clientèle	-87 754	39 775	-1	0	-47 980	-7 256	13 863	0	0	6 608
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-215 772</b>	<b>128 835</b>	<b>-4 587</b>	<b>1 841</b>	<b>-89 683</b>	<b>-593 824</b>	<b>561 952</b>	<b>-7 439</b>	<b>1 259</b>	<b>-38 051</b>
Dont:										
Reprises de dépréciations devenues sans objet		109 865			109 865		504 315			504 315
Reprises de dépréciations utilisées		18 970			18 970		57 637			57 637
Reprises de provisions devenues sans objet		0			0		0			0
Reprises de provisions utilisées		0			0		0			0
<b>Total des reprises</b>		<b>128 835</b>			<b>128 835</b>		<b>561 952</b>			<b>561 952</b>

### 5.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	13 716	0	0	13 716	-11 118	0	0	-11 118
Dotations	-8 789	0	0	-8 789	-16 824	0	0	-16 824
Reprises	22 505	0	0	22 505	5 706	0	0	5 706
Résultat de cession	7	0	-4 001	-3 994	3 363	0	162	3 525
<b>Total</b>	<b>13 723</b>	<b>0</b>	<b>-4 001</b>	<b>9 722</b>	<b>-18 873</b>	<b>0</b>	<b>162</b>	<b>-7 593</b>

Le poste gains ou pertes sur actifs immobilisés intègre une reprise pour dépréciation de 21,3 M€ portant sur les titres de la filiale Banque de Savoie.

### 5.10 Résultat exceptionnel :

En milliers d'euros	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>658</b>	<b>550</b>
Reprise autre	0	0
Reprise provision sur contrôle ACP	0	0
Produit à recevoir SOCAMA	658	550
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>-3 053</b>
Fusion aura	0	-3 053
Autre	0	0
Charges liées au contrôle ACP	0	0
Engagement fondation BP	0	0

### 5.11 Impôt sur les bénéfices :

#### 5.11.1 Détail des impôts sur le résultat 2018 :

La Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)		
Bases imposables aux taux de	33,33%	15,00%
Au titre du résultat courant	94 171	739
Au titre du résultat exceptionnel	657	0
	94 828	739
Imputations des déficits	0	0
Bases imposables	94 828	739
Impôt correspondant	31 606	111
+ Contributions 3,3%	1 018	4
+ Impact différence de taux	-24	0
+ Subvention intégration fiscale	149	0
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-772	0
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>31 977</b>	<b>114</b>
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-70	0
Provisions pour impôts	-900	0
<b>Total</b>	<b>31 007</b>	<b>114</b>

### 5.12 Répartition de l'activité :

(En milliers d'Euros)	Activités	
	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>Produit net bancaire</b>	<b>625 658</b>	<b>639 476</b>
Frais de gestion	-440 363	-448 760
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>185 295</b>	<b>190 716</b>
Coût du risque	-89 682	-38 051
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>95 613</b>	<b>152 665</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	9 722	-7 593
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>105 335</b>	<b>145 072</b>

### Note 6. – Autres informations.

**6.1 Consolidation.** — En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

**6.2 Rémunérations, avances, crédits et engagements.** — Les rémunérations versées en 2018 aux organes de direction s'élèvent à 1 482 milliers d'euros.

### 6.3 Honoraires des commissaires aux comptes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018									
	Pricewaterhouse Coopers Audit		BDO		Mazars		Autres		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Missions de certification des comptes</b>	<b>114</b>	<b>100%</b>	<b>114</b>	<b>100%</b>	<b>132</b>	<b>95%</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>360</b>	<b>96%</b>
Emetteur	114		114		132		0		360	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>7</b>	<b>5%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>24</b>	<b>4%</b>
Emetteur	0		0		7		0		24	
<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>100%</b>	<b>114</b>	<b>100%</b>	<b>139</b>	<b>100%</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>384</b>	<b>100%</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2017									
	Pricewaterhouse Coopers Audit		BDO		Mazars		Autres		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Missions de certification des comptes</b>	<b>133</b>	<b>100%</b>	<b>133</b>	<b>100%</b>	<b>121</b>	<b>95%</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>387</b>	<b>98%</b>
Emetteur	133		133		121		0		387	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>11</b>	<b>5%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>11</b>	<b>2%</b>
Emetteur	0		0		11		0		11	
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100%</b>	<b>133</b>	<b>100%</b>	<b>132</b>	<b>100%</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>398</b>	<b>100%</b>

**6.4 Implantations dans les pays non coopératifs.** — L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2018, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

#### IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels.

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Sociétaires,

**I. Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Populaire Bourgogne Auvergne Rhône-Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### II. Fondement de l'opinion :

**Référentiel d'audit.** — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**III. Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### — Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective :

Risque identifié	Notre réponse
La Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.	Dépréciation des encours de crédits pour pertes attendues – provisionnement collectif
Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.	Nos travaux ont principalement consisté à :  – nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits,  – une revue critique des travaux des auditeurs du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées, votre Banque a décidé d'enregistrer, dans ses comptes sociaux, des dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (la probabilité de défaut, le taux perte en cas de défaut, les informations prospectives, ...), complétées le cas échéant par des	- se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;  - ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018, - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.

<p>dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p> <p>Les expositions aux risques de crédit et de contrepartie représentent près de 80 % du total bilan de la Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes au 31 décembre 2018 (67 % pour les seuls prêts et créances).</p> <p>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 432,5 M€ pour un encours brut de 22 203 M€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 736,9 M€) au 31 décembre 2018.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice 2017 s'élève à 89,7 M€ (contre 38,1 M€ sur l'exercice 2017).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.3.2, 3.2.1 et 5.8 de l'annexe</p>	<p>Par ailleurs, nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans votre Banque.</p> <p><b>Dépréciation individuelle</b></p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>
--	---

— Valorisation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comptabilisés au bilan dans les comptes annuels de BP Aura s'établissent à 1 307,8 millions euros. Le risque est principalement porté par les participations les plus importantes (BPCE organe central et Banque de Savoie).</p> <p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe. La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE. Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance.</p> <p>Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans l'exercice de valorisation. Au regard de l'actif net réévalué de BPCE au 31 décembre 2018, la valeur du titre apparaît inchangée par rapport à l'exercice précédent, conduisant à maintenir la même valeur nette comptable des titres BPCE dans les comptes de votre Banque. Les titres de la Banque de Savoie sont classés en parts dans les entreprises liées. Ils sont valorisés à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model).</p> <p>Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Le test de dépréciation réalisé dans le cadre de la clôture a abouti à la constatation d'une reprise de dépréciation des titres de participation de la Banque de Savoie à hauteur de 21 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres de participation</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central.</p> <p>De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit. Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions.</p> <p>Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet. Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (Natixis, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité,</li> <li>– la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles,</li> <li>– l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors du précédent exercice.</li> </ul> <p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de la valeur des titres de la Banque de Savoie, nous avons vérifié que l'estimation de cette valeur, déterminée par la direction, est fondée sur une méthode d'évaluation appropriée et des éléments chiffrés correctement justifiés.</p>

constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de ces lignes de titre au sein du bilan de votre Banque, ainsi que de la sensibilité sur la valorisation de ce titre de certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.	Nos travaux ont consisté à :
La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 842 M€ au 31 décembre 2018.	– revoir les hypothèses et paramètres retenus en les confrontant à des sources externes,
Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 3.4.1, 3.4.2 et 5.9 de l'annexe.	– examiner le caractère raisonnable du plan à moyen terme retenu,
	– Analyser la sensibilité à différents paramètres de valorisation

**IV. Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise.** — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :**

**Désignation des commissaires aux comptes.** — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes par l'Assemblée Générale du 22 mai 2017 pour le cabinet Mazars, par l'assemblée générale de Banque Populaire des Alpes du 7 avril 2008 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers et par l'assemblée générale du 30 avril 1993 pour le Cabinet Sovec devenu BDO Rhône Alpes.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Mazars était dans la 2e année de sa mission sans interruption, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 11e année, et le cabinet Sovec devenu BDO Rhône Alpes dans la 28e année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.** — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :**

**Objectif et démarche d'audit.** — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au comité d'audit.** — Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées

Fait à Lyon, Echirolles et Courbevoie le 29 mars 2019  
*Les Commissaires aux Comptes :*

<b>PricewaterhouseCoopers Audit;</b>	<b>BDO Rhône-Alpes;</b>	<b>Mazars;</b>
Agnès Husscherr;	Nicolas Brunetaud;	Michel Léger;
		Éric Gonzalez;
		Paul-Armel Junne.

**V. — Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2018)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société anonyme coopérative Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bienfondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**— Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale :**

**Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé.** — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-31 du code de commerce.

**— Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs :**

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé En application de l'article R 225-31 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la SOCAMA AUVERGNE RHÔNE-ALPES (ex. SOCAMA DES ALPES)

**1. Conventions d'abandons de créances**

**Nature et objet :** Il s'agit de conventions d'abandons de créances et de subventions exceptionnelles avec clause de retour à meilleure fortune consenties en 2005, 2008, 2009 et 2010.

**Modalités d'application de la clause de retour à meilleure fortune :** « Lorsque les réserves de la SOCAMA des Alpes franchiront le seuil de 1 000 000 €, elle constatera à la clôture de l'exercice une dette correspondant à l'activation des clauses de retour à meilleure fortune qui sera limitée au résultat d'exploitation positif après impôt de l'exercice en cours. Les abandons de créance et subventions exceptionnelles accordés par la Banque Populaire des Alpes seront remboursés, en privilégiant en premier les subventions et abandons de créance les plus anciens. ».

Suite au remboursement effectué par la SOCAMA AUVERGNE RHONE ALPES au titre de l'exercice 2018 de 658 000 €, le montant de l'engagement envers votre banque est de 2 044 500 € au 31 décembre 2018.

**Motif justifiant de l'intérêt de la société :** Application de la politique générale du Groupe vis-à-vis des sociétés de caution mutuelle associées.

**2. Convention d'assistance :**

**Nature et objet :** Convention de gestion comptable et administrative et mise à disposition de locaux.

**Modalités :** Au titre de la gestion comptable et administrative des dossiers et de la mise à disposition de locaux, les produits facturés à la SOCAMA AUVERGNE RHONE ALPES sur l'exercice 2018 par votre banque ont été de 192 024 € TTC.

**Motif justifiant de l'intérêt de la société :** Application de la politique générale de mutualisation des moyens vis-à-vis des sociétés filiales.

AVEC GARIBALDI PIERRE

**Nature et objet :** En date du 7 mars 2006, le conseil d'administration a autorisé les conventions de mise à disposition par la Banque Populaire Loire et Lyonnais, des moyens et des collaborateurs nécessaires à l'activité de sa filiale Garibaldi Pierre, entité dédiée au développement de l'activité d'intermédiation immobilière.

**Modalités :** Au titre de ces conventions, les produits facturés par votre banque à Garibaldi Pierre sur l'exercice 2018 s'élèvent à 15 000 € HT soit 18000 € TTC.

**Motif justifiant de l'intérêt de la société :** Application de la politique générale de mutualisation des moyens vis-à-vis des sociétés filiales.

AVEC LA SAS GARIBALDI CAPITAL DÉVELOPPEMENT

**Nature et objet :** En date du 26 octobre 2004, le conseil d'administration a autorisé la convention suivante : convention de prestations de services signée le 27 octobre 2004 à compter du 1er janvier 2004, pour une durée de 3 ans renouvelable tous les ans par tacite reconduction, au titre de de la gestion administrative, comptable et financière.

**Modalités :** Au titre de cette convention, votre banque a facturé à Garibaldi Capital Développement sur l'exercice 2018 un montant de 12 000 € TTC.

**Motif justifiant de l'intérêt de la société :** Application de la politique générale de mutualisation des moyens vis-à-vis des sociétés filiales.

AVEC MONSIEUR DOMINIQUE MARTINIE, EX-PRÉSIDENT DE LA BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHÔNE ALPES

**Nature et modalités :** En date du 27 avril 2015, le conseil d'administration de BPMC a autorisé l'application pour le président du conseil d'administration du régime de prévoyance complémentaire (IPBP) applicable aux salariés et assimilés salariés de l'entreprise du régime de complémentaire santé (EOVI) applicable aux salariés et assimilés salariés de l'entreprise ainsi que du régime de retraite supplémentaire (IPBP – RSRC) applicable aux salariés et assimilés salariés de l'entreprise et du régime du Fonds de retraite des Présidents des Banques Populaires.

- Le régime fiscal et social des indemnités versées au Président demeure inchangé.
- Le bénéfice de la protection sociale complémentaire et de la retraite complémentaire pour le président est maintenu sans changement.

**Motif justifiant de l'intérêt de la société :** Application de la politique générale du Groupe BPCE.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé. Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par les assemblées générales au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

AVEC GARIBALDI PIERRE

**Nature et objet :** En date du 1er mars 2011, une convention de mise à disposition, tacitement reconduite chaque année, a établi, à titre exceptionnel, un prêt de main d'œuvre à but non lucratif par la Banque Populaire Loire et Lyonnais à sa filiale à 100 % Garibaldi Pierre, moyennant la facturation du temps passé par le collaborateur concerné au prorata des éléments de rémunération et charges patronales figurant sur les bulletins mensuels de paie de la période de mise à disposition afférente.

**Modalités :** Cette convention n'a pas trouvé à s'appliquer durant l'exercice 2018.

Fait à Lyon, Echirolles et Courbevoie le 29 mars 2019

*Les Commissaires aux Comptes :*

**PricewaterhouseCoopers Audit;**

Agnès Husscherr;

Nicolas Brunetaud;

**BDO Rhône-Alpes;**

Michel Léger;

**Mazars;**

Éric Gonzalez;

Paul-Armel Junne;

## VI. — Rapport général de gestion.

Le rapport de gestion est disponible au siège social sur simple demande.

**B. — Comptes consolidés IFRS du groupe BPAURA au 31 décembre 2018.****I. — Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018.**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>
Intérêts et produits assimilés	4.1	649 527
Intérêts et charges assimilées	4.1	-308 767
Commissions (produits)	4.2	370 894
Commissions (charges)	4.2	-70 736
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	17 516
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	28 728
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produits des autres activités	4.6	73 011
Charges des autres activités	4.6	-62 104
<b>Produit net bancaire</b>		<b>698 069</b>
Charges générales d'exploitation	4.7	-455 933
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-18 051
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>224 085</b>
Coût du risque de crédit	7.1.1	-49 457
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>174 628</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	-3 260
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.5.2	
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>171 368</b>
Impôts sur le résultat	10.1	-45 841
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		
<b>Résultat net</b>		<b>125 527</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>125 527</b>



<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>
Intérêts et produits assimilés	4.1	680 117
Intérêts et charges assimilées	4.1	-352 184
Commissions (produits)	4.2	376 270
Commissions (charges)	4.2	-66 119
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	6 216
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	47 952
Produits des autres activités	4.6	22 115
Charges des autres activités	4.6	-23 554
<b>Produit net bancaire</b>		<b>690 813</b>
Charges générales d'exploitation	4.7	-466 661
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-20 098
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>204 054</b>
Coût du risque	7.1.1	-50 651
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>153 403</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	594
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>153 997</b>
Impôts sur le résultat	10.1	-48 184
<b>Résultat net</b>		<b>105 813</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>105 813</b>

## II. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31 décembre 2018.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>
<b>Résultat net</b>	<b>125 527</b>
<b>Eléments recyclables en résultat</b>	<b>3 219</b>
Ecart de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-2 401
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	6 925
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables	
Impôts liés	-1 305
<b>Eléments non recyclables en résultat</b>	<b>2 256</b>
Réévaluation des immobilisations	
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	4 501
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-663
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables	
Impôts liés	-1 582
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>5 475</b>
<b>Résultat global</b>	<b>131 002</b>
Part du groupe	131 002
Participations ne donnant pas le contrôle	
<b>Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables</b>	<b>-32</b>

<i>(En milliers d'Euros)</i>		<b>31/12/2017</b>
<b>Résultat net</b>		<b>105 813</b>
Ecart de réévaluation sur régime à prestations définies		5 714
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat		
Impôts		-2 136
<b>Eléments non recyclables en résultat</b>		<b>3 578</b>
Ecart de conversion		
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-7 958
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		25 232
Impôts		-3 702
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat		
<b>Eléments recyclables en résultat</b>		<b>13 572</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)</b>		<b>17 150</b>
<b>Résultat global</b>		<b>122 963</b>
Part du groupe		122 963
Participations ne donnant pas le contrôle		

## III. — Bilan consolidé au 31 décembre 2018.

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018 (1)</b>	<b>31/12/2017 IAS 39 après reclassements IFRS9 (2)</b>
Caisse, banques centrales	5.1	283 928	197 218	197 218
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	160 409	80 800	15 786
Instruments dérivés de couverture	5.3	58 898	74 424	74 424
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	1 480 005	1 288 748	1 395 667
Titres au coût amorti	5.5.1	734 323	740 833	700 015
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	4 508 445	5 352 125	5 352 258
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	26 436 306	25 265 834	25 354 275
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		150 735	163 288	163 288
Placements des activités d'assurance				
Actifs d'impôts courants		8 126	14 350	14 350
Actifs d'impôts différés	10.2	113 079	124 970	101 373
Comptes de régularisation et actifs divers	5.8	201 335	187 759	187 758
Actifs non courants destinés à être cédés	5.9			
Participations dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement	5.10	1 147	1 702	1 702
Immobilisations corporelles	5.11	95 324	125 847	125 847
Immobilisations incorporelles	5.11	2 954	2 471	2 471
Ecart d'acquisition	3.5.1	77 578	77 578	77 578
<b>Total des actifs</b>		<b>34 312 592</b>	<b>33 697 947</b>	<b>33 764 010</b>

Passif	Notes	31/12/2018	01/01/2018 (1)	31/12/2017 IAS 39 après reclassements IFRS9 (2)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	7 810	13 912	13 912
Instruments dérivés de couverture	5.3	221 179	217 943	217 943
Dettes représentées par un titre	5.13	487 698	467 929	467 929
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.12.1	7 881 565	8 463 491	8 463 491
Dettes envers la clientèle	5.12.2	22 345 049	21 364 376	21 364 376
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		2	242	242
Passifs d'impôts courants		745		
Passifs d'impôts différés	10.2	5 335	4 442	3 397
Comptes de régularisation et passifs divers	5.14	404 090	378 465	378 464
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance				
Provisions	5.15	153 217	171 489	160 250
Dettes subordonnées	5.16	30 683	32 851	32 851
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 775 219</b>	<b>2 582 807</b>	<b>2 661 155</b>
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>2 775 219</b>	<b>2 582 807</b>	<b>2 661 155</b>
Capital et primes liées		1 725 939	1 643 073	1 643 073
Réserves consolidées		790 397	811 853	875 448
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		133 356	127 881	142 634
Résultat de la période		125 527		
Participations ne donnant pas le contrôle				
<b>Total des passifs et capitaux propres</b>		<b>34 312 592</b>	<b>33 697 947</b>	<b>33 764 010</b>

(1) Le passage du bilan au 31 décembre 2017 en IAS 39 au bilan au 1er janvier 2018 en IFRS 9 est présenté dans la partie 5.1.6

(2) Les montants du 31 décembre 2017 correspondent au bilan publié après reclassements sans changement de méthode de valorisation des actifs et passifs financiers présentés au format IFRS 9 (voir note 5.1.6 § 1).

#### IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En millions d'euros)	Capital et primes liées			Titres représentés en compte individuel	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global							Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Actions de préférence			Recevables				Non Recevables						
						Réserves de conversion	Actifs financiers de classe 1 à la juste valeur par capitaux propres	Actifs disponibles à la vente de l'actif d'assurance	Variation de 21 des instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de classe 1 à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation du résidu de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par capitaux propres	Ecart de réévaluation sur passifs sociaux				
Capitaux propres au 31 décembre 2017	1 987 917	335 986			759 635		171 645		-17 638			-11 372	105 913	2 661 155		2 661 155
Attribution du résultat de l'exercice 2017					105 813								-105 813			
Nouvelle présentation des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat de l'exercice																
Effet des changements liés à la première application IFRS 9					-63 555		-130 040			155 267				-78 346		-78 346
Capitaux propres au 1er janvier 2018	1 987 917	335 986			811 853		1 685		-17 638	155 267		-11 372		2 582 807		2 582 807
Distribution					-12 744									-12 744		-12 744
Augmentation de capital	253 180													253 180		253 180
Réduction de capital	-170 214				-500									-170 814		-170 814
Transfert entre les composantes de capitaux propres					-5 465									-5 465		-5 465
Emission de TGS																
Remboursement de TGS																
Rémunération TGS																
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Total des mouvements liés aux capitaux propres	82 866				-21 719									61 136		61 136
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global							-1 761	4 868		-1 813		3 269		5 475		5 475
Résultat de la période													125 527	125 527		125 527
Résultat global							-1 761	4 868		-1 813		3 269	125 527	131 685		131 685
Autres variations					254									254		254
Capitaux propres au 31 décembre 2018	1 170 843	335 986			799 267		-166	-12 638	154 274		-6 103	125 527	2 775 219	2 775 219		2 775 219

## V. — Tableau des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôts	171 368	153 997
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	18 117	20 205
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	-3 750	-33 098
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-63 074	-55 542
Produits/charges des activités de financement		
Autres mouvements	35 834	-814 666
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts</b>	<b>-12 873</b>	<b>-883 101</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-249 480	974 058
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-208 968	-153 318
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	-165 960	-73 942
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	-10 487	4 333
Impôts versés	-27 726	-19 465
<b>Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-662 621</b>	<b>731 666</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités poursuivies</b>	<b>-504 126</b>	<b>2 562</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités cédées</b>		
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	27 784	788 810
Flux liés aux immeubles de placement	489	991
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-6 467	-11 393
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités poursuivies</b>	<b>21 806</b>	<b>778 408</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités cédées</b>		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	66 857	43 122
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-2 168	-79 813
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) - Activités poursuivies</b>	<b>64 689</b>	<b>-36 691</b>
<b>Effet de la variation des taux de change (D) - Activités poursuivies</b>		
<b>Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>-417 631</b>	<b>744 279</b>
<b>Caisse et banques centrales</b>	<b>197 218</b>	<b>246 616</b>
Caisse et banques centrales (actif)	197 218	246 616
Banques centrales (passif)		
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>1 670 086</b>	<b>876 409</b>
Comptes ordinaires débiteurs (1)	1 910 540	940 007
Comptes et prêts à vue	-3	-35 003
Comptes créditeurs à vue	-240 451	-28 595
Opérations de pension à vue		
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>1 867 304</b>	<b>1 123 025</b>
<b>Caisse et banques centrales</b>	<b>283 928</b>	<b>197 218</b>
Caisse et banques centrales (actif)	283 928	197 218
Banques centrales (passif)		
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>1 165 745</b>	<b>1 670 086</b>
Comptes ordinaires débiteurs (1)	1 196 120	1 910 540
Comptes et prêts à vue		-3
Comptes créditeurs à vue	-30 375	-240 451
Opérations de pension à vue		
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>1 449 673</b>	<b>1 867 304</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>-417 631</b>	<b>744 279</b>

(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

### Première application d'IFRS 9.

**1. Incidence de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018.** — Le Groupe BPCE applique la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et remplaçant IAS 39 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les options retenues sont décrites en note 2.2 et les principes comptables en note 2.5. Les principaux impacts de la première application d'IFRS 9 sur le bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont les suivants :

**Classement et évaluation.** — L'essentiel des actifs financiers qui étaient évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs financiers évalués à la juste valeur selon IAS 39 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat), continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9.

Les principaux reclassements sont les suivants :

- pour les portefeuilles de crédit de la banque de proximité, les impacts sont très limités et concernent principalement :
- certains instruments qui étaient évalués au coût amorti et classés en prêts et créances selon IAS 39 et qui sont évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat parce que leurs flux de trésorerie contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,

- les prêts structurés consentis aux collectivités locales qui étaient désignés à la juste valeur par résultat sur option selon IAS 39 et sont désormais classés en actifs financiers non basiques selon IFRS 9 au sein du poste actif à la juste valeur par résultat. Ces actifs étant déjà mesurés à la juste valeur par résultat en IAS 39, ce reclassement n'a pas d'impact sur les fonds propres du groupe.

- pour les autres portefeuilles de financement :

- les opérations de pension classées parmi les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat,

- les opérations de pension classées en prêts et créances et en dettes et évaluées au coût amorti selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont désormais comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat.

- pour les portefeuilles de titres :

- selon IAS 39, les titres de la réserve de liquidité étaient soit évalués au coût amorti parce qu'ils étaient classés parmi les prêts et créances ou parmi les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, soit évalués à la juste valeur parce qu'ils étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente en fonction de leurs caractéristiques, de la manière dont ils étaient gérés et selon qu'ils étaient couverts ou non contre le risque de taux. La répartition de ces titres de dette est différente sous IFRS 9 avec un choix, au niveau de chaque entité du groupe, entre un classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres selon qu'ils sont gérés dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie ou dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente,

- les parts d'OPCVM ou de FCPR, à l'exception de celles du métier de l'assurance, qualifiées d'instruments de capitaux propres et classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont évaluées selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat en raison de leur nature d'instrument de dettes sous IFRS 9 et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels qui ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,

- les titres de participation classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont classés par défaut à la juste valeur par résultat selon IFRS 9. Lorsque les entreprises du Groupe BPCE en ont fait individuellement le choix irrévocable, les titres sont classés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, les parts de titrisation évaluées au coût amorti et classées parmi les prêts et créances selon IAS 39, (i) sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat selon IFRS 9 si leurs flux contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal, (ii) sont évaluées à la juste valeur par capitaux propres si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal et (iii) sont maintenues au coût amorti si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur ou par capitaux propres ont un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe BPCE en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme. Néanmoins ces reclassements étant limités ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût amorti compte tenu notamment de la maturité résiduelle des opérations concernées, l'impact de ces reclassements dans les capitaux propres d'ouverture du Groupe BPCE au 1<sup>er</sup> janvier 2018 n'est pas significatif.

Le Groupe BPCE a par ailleurs décidé d'appliquer l'option offerte par la recommandation de l'ANC n° 2017-02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales de présenter distinctement au bilan et au compte de résultat les activités d'assurance.

Toujours en application de cette recommandation, les appels de marge et dépôts de garanties versés enregistrés en comptes de régularisation au 31 décembre 2017 (18,9 milliards d'euros dont 177 153 milliers d'euros pour le groupe BPAURA) ont été reclassés au 1<sup>er</sup> janvier 2018 parmi les prêts et créances sur les établissements de crédit ou les actifs à la juste valeur par résultat en fonction du modèle de gestion associé. De la même manière, les appels de marges et dépôts de garanties reçus enregistrés en comptes de régularisation au 31 décembre 2017 (13,4 milliards d'euros dont 1 200 milliers d'euros pour le groupe BPAURA) ont été reclassés au 1<sup>er</sup> janvier 2018 parmi les dettes sur les établissements de crédit ou les passifs à la juste valeur par résultat en fonction du modèle de gestion associé.

**Dépréciation.** — La nouvelle méthodologie d'évaluation du risque de crédit introduite par IFRS 9 conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements de financement et de garantie. Il en est de même des créances résultant de contrats de location, des créances commerciales et des actifs sur contrats.

Un seul modèle de provisionnement prévaut désormais alors que sous IAS 39, un modèle de provisionnement distinct existait pour : (i) les instruments évalués au coût amorti, (ii) les instruments de dettes évalués en « Actifs disponibles à la vente », (iii) les instruments de capitaux propres évalués en « Actifs disponibles à la vente » et (iv) les instruments maintenus au coût. Ce nouveau modèle s'applique à l'identique pour les instruments évalués au coût amorti et pour les instruments de dettes évalués à la juste valeur en contrepartie des « Capitaux propres » recyclables. En revanche, sous IFRS 9, les instruments de capitaux propres ne sont plus dépréciés puisqu'ils doivent être évalués à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par « Capitaux propres » non recyclables.

Sous IAS 39, les dépréciations *ab initio* étaient strictement interdites. Un actif ou un groupe d'actif ne devaient être dépréciés que si :

- il existait une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (ie événement générateur de pertes – *loss event*) ;
- et, ces événements générateurs de pertes avaient un impact sur les flux de trésorerie estimés de l'actif financier.

La norme IFRS 9 impose dorénavant aux entités de reconnaître les dépréciations à un stade plus précoce, c'est à dire dès la date de première comptabilisation de l'instrument financier. C'est l'application de ce principe qui conduit à une augmentation du montant des dépréciations constatées sur les actifs concernés.

L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de – 99 823 milliers d'euros avant impôts (- 76 800 milliers d'euros après impôts).

Les dépréciations pour risque de crédit s'élèvent désormais à 674 468 milliers d'euros en application de la norme IFRS 9 contre un montant de 574 645 milliers d'euros au 31 décembre 2017 en application des normes IAS 39 et IAS 37.

Elles se ventilent entre 163 388 milliers d'euros concernant les actifs financiers et engagements de financement et de garantie relevant du statut 1 (stage 1 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à un an), et du statut 2 (stage 2 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à maturité) et 511 080 milliers d'euros relevant du statut 3 correspondant aux actifs et engagements dits douteux/en défaut. Les dépréciations sur base de portefeuille constituées en application d'IAS 39 s'élevaient par ailleurs à 62 853 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Elles concernent en grande majorité les prêts et créances au coût amorti (642 566 milliers d'euros) et, dans une moindre mesure, les engagements de financement et de garantie (31 892 milliers d'euros) et les titres au coût amorti (2 milliers d'euros) et les instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables (8 milliers d'euros).

L'effet des reclassements entre catégories d'actifs financiers n'a pas d'impact significatif sur les capitaux propres du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'essentiel des actifs financiers évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs évalués à la juste valeur selon IAS 39 continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat).

Le tableau ci-après présente le détail des effets du changement liés aux reclassements et à l'application de la nouvelle méthode de provisionnement entre IAS 39 et IFRS 9 par classe d'actifs et de passifs financiers. Les principes généraux de classement des instruments financiers en IFRS 9 sont présentés en note 2.5.1.

Actif en milliers d'euros IAS 39	Bilan référentiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements	Total après reclassements	Effets du changement		Bilan référentiel IFRS 9 au 1er janvier 2018	ACTIF en milliers d'euros IFRS 9
				Valorisation (1)	Correction de valeur pour pertes de crédit		
Caisses, banques centrales	197 218		197 218			197 218	Caisse, Banques Centrales
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 249	2 537	15 786	65 014		80 800	Actifs financiers à la juste valeur par résultat
Instruments dérivés de couverture	74 424		74 424			74 424	Instruments dérivés de couverture - JV positive
Actifs financiers disponibles à la vente	1 398 204	-1 398 204					
		1 395 667	1 395 667	-106 919		1 288 748	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 216 954	135 304	5 352 258		-133	5 352 125	Prêts et créances sur les établissements de crédit
Prêts et créances sur la clientèle	25 354 275		25 354 275	-7	-88 434	25 265 834	Prêts et créances sur la clientèle
		700 015	700 015	40 820	-2	740 833	Titres de dette au coût amori
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	163 288		163 288			163 288	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	658 166	-658 166					
							Placements des activités d'assurance
Actifs d'impôts courants	14 350		14 350			14 350	Actifs d'impôts courants
Actifs d'impôts différés	101 373		101 373	2 459	21 138	124 970	Actifs d'impôts différés
Comptes de régularisation et actifs divers	364 911	-177 153	187 758	1		187 759	Comptes de régularisation et actifs divers
Actifs non courants destinés à être cédés							Actifs non courants destinés à être cédés
Participation aux bénéfices différée							Participation aux bénéfices différée
Parts dans les entreprises mises en équivalence							Participations dans les entreprises mises en équivalence
Immeubles de placement	1 702		1 702			1 702	Immeubles de placement
Immobilisations corporelles	125 847		125 847			125 847	Immobilisations corporelles
Immobilisations incorporelles	2 471		2 471			2 471	Immobilisations incorporelles
Ecart d'acquisition	77 578		77 578			77 578	Ecart d'acquisition
<b>Total actif</b>	<b>33 764 010</b>		<b>33 764 010</b>	<b>1 368</b>	<b>-67 431</b>	<b>33 697 947</b>	<b>TOTAL ACTIF</b>

Passif en milliers d'euros IAS 39	Bilan référentiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements	Total après reclassements	Effets du changement		Bilan référentiel IFRS 9 au 1er janvier 2018	PASSIF en milliers d'euros IFRS 9
				Valorisation (1)	Correction de valeur pour pertes de crédit		
Banques centrales							Banques centrales
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	13 912		13 912			13 912	Passifs financiers à la juste valeur par résultat
Instruments dérivés de couverture	217 943		217 943			217 943	Instruments dérivés de couverture
Dettes envers les établissements de crédit	8 456 844	6 647	8 463 491			8 463 491	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés
Dettes envers la clientèle	21 364 376		21 364 376			21 364 376	Dettes envers la clientèle
Dettes représentées par un titre	467 929		467 929			467 929	Dettes représentées par un titre
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	242		242			242	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux
Passifs d'impôts courants							Passifs d'impôts courants
Passifs d'impôts différés	3 397		3 397	1 045		4 442	Passifs d'impôts différés
Comptes de régularisation et passifs divers	385 111	-6 647	378 464	1		378 465	Comptes de régularisation et passifs divers
Dettes sur actifs destinés à être cédés							Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées
Provisions techniques des contrats d'assurance							Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance
Provisions	160 250		160 250	-7	11 246	171 489	Provisions
Dettes subordonnées	32 851		32 851			32 851	Dettes subordonnées
Capitaux propres	2 661 155		2 661 155	329	-78 677	2 582 807	Capitaux propres
Capitaux propres part du Groupe	2 661 155		2 661 155	329	-78 677	2 582 807	Capitaux propres part du Groupe
Capital et réserves liées	1 643 073		1 643 073			1 643 073	Capital et réserves liées
Réserves consolidées	769 635	105 813	875 448	15 088	-78 683	811 853	Réserves consolidées
Gains et pertes latents	142 634		142 634	-14 759	6	127 881	Gains et pertes comptabilisés directement en OCI
Résultat de la période	105 813	-105 813					Résultat de la période
Participations ne donnant pas le contrôle							Participations ne donnant pas le contrôle
<b>Total passif</b>	<b>33 764 010</b>		<b>33 764 010</b>	<b>1 368</b>	<b>-67 431</b>	<b>33 697 947</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>

(1) Il s'agit du changement du mode d'évaluation de l'actif. Par exemple, un actif au coût amorti sous IAS 39 peut être évalué en juste valeur sous IFRS 9.

## 2. Synthèse des reclassements entre IAS 39 et IFRS 9 par catégorie :

### — Actifs financiers :

Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Notes	01/01/2018	
			Valeur comptable sous IAS 39	Valeur comptable sous IFRS 9
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>			<b>13 249</b>	<b>12 546</b>
<b>Dont juste valeur par résultat relevant des opérations de transaction</b>			<b>11 026</b>	<b>11 026</b>
Instruments dérivés	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		11 026	11 026
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
<b>Dont juste valeur par résultat sur option</b>			<b>2 223</b>	<b>1 520</b>
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		2 223	
	Instruments de dettes au coût amorti	(a)		1 520
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts ou créances sur établissements de crédit	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts ou créances sur la clientèle	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres reçus en pension	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>			<b>1 398 204</b>	<b>1 397 822</b>
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		216 490	
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(b)		176 485
	Instruments de dettes au coût amorti	(b)		39 300
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	(c)	1 181 714	69 774
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(d)		1 112 263
Prêts ou créances	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
<b>Prêts et créances (*)</b>			<b>30 571 229</b>	<b>30 482 655</b>
Comptes et prêts	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit		28 258 032	3 264 432
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			24 905 026
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Comptes ordinaires débiteurs	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit		2 271 348	1 910 540
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			360 808
Titres à revenu fixe	Instruments de dettes au coût amorti		41 849	41 849
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Valeurs et titres reçus en pension	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit			
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Location financement	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
<b>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</b>			<b>658 166</b>	<b>658 164</b>
Titres à revenu fixe	Instruments de dettes au coût amorti		658 166	658 164
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>			<b>364 911</b>	<b>364 912</b>
	Comptes de régularisation et actifs divers			187 759
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit			177 153
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
<b>Total</b>			<b>33 005 759</b>	<b>32 916 099</b>

(\*) NB : Les provisions collectives sont en diminution de l'actif, comme les provisions individuelles et, donc incluses dans la valeur nette comptable des instruments

L'application des critères de la norme IFRS 9 relatifs aux modèles de gestion et aux caractéristiques contractuelles des instruments financiers a conduit le groupe à effectuer les modifications suivantes concernant la classification des actifs financiers par rapport à IAS 39 :

(a) Les titres à revenu fixe classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur sur option » suivant la norme IAS 39 ont été classés parmi les « Actifs financiers au coût amorti » sous IFRS 9 pour 1 520 milliers d'euros.

(b) Les instruments de dettes correspondant principalement au portefeuille de titres de la réserve de liquidité, gérés suivant un modèle de gestion de collecte et de vente, ont été reclassés à hauteur de 176 485 milliers d'euros parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sous IFRS 9. Ce reclassement n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres d'ouverture.



Les instruments de dettes classés parmi les « Actifs disponibles à la vente » sous IAS 39 et reclassés en actifs au coût amorti sous IFRS 9 s'élèvent à 39 300 milliers d'euros.

Ce reclassement n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres d'ouverture.

(c) Les parts d'OPCVM non consolidés représentant un montant de 2 537 milliers d'euros sont considérés comme des instruments de dette non basiques sous IFRS 9 et sont donc classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat ».

Les autres titres à revenu variable (hors titres de participation) gérés suivant un modèle de gestion de transaction sont reclassés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat » sous IFRS 9.

Les titres de participation reclassés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat » sous IFRS 9 s'élèvent à 67 237 milliers d'euros.

(d) Les titres de participation reclassés sur option parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » (non recyclables) sous IFRS 9 représentent un montant de 1 112 263 milliers d'euros ;

Les effets du changement relatif aux changements de classification et à la mise en place de la nouvelle méthode de provisionnement sont communiqués en note 5.1.6 § 3.

#### — Passifs financiers :

Passifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Notes	01/01/2018	
			Valeur comptable sous IAS 39	Valeur comptable sous IFRS 9
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>			<b>13 912</b>	<b>13 912</b>
<b>Dont juste valeur par résultat relevant des opérations de transaction</b>			<b>13 912</b>	<b>13 912</b>
Instruments dérivés	Passifs financiers à la juste valeur par résultat		13 912	13 912
Titres	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Autres dettes	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
<b>Dont juste valeur par résultat sur option</b>				
Titres	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres et valeurs donnés en pension	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Autres dettes	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
<b>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>			<b>29 821 220</b>	<b>29 826 664</b>
Dépôts et emprunts	Dettes envers les établissements de crédit		19 899 214	7 824 466
	Dettes envers la clientèle			12 080 192
Comptes ordinaires créditeurs	Dettes envers les établissements de crédit		9 524 635	240 451
	Dettes envers la clientèle			9 284 184
Valeurs et titres donnés en pension	Dettes envers les établissements de crédit		397 371	397 371
	Dettes envers la clientèle			
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Dettes représentées par un titre			467 929	467 929
	Passifs financiers au coût amorti			467 929
Comptes de régularisation et passifs divers			385 111	379 668
	Comptes de régularisation et actifs divers			378 465
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Dettes envers les établissements de crédit			1 203
	Dettes envers la clientèle			
<b>Dettes subordonnées</b>			<b>32 851</b>	<b>32 851</b>
	Passifs financiers au coût amorti			32 851
<b>Total</b>			<b>30 721 023</b>	<b>30 721 024</b>

**3. Tableau des effets du changement des dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues.** — Ce tableau présente le détail des effets du changement lié à l'application de nouvelles règles de dépréciation ou de provisionnement du risque de crédit entre IAS 39 et IFRS 9.

Classification sous IFRS 9	Solde de clôture des corrections de valeur selon IAS 39 et IAS 37 au 31/12/2017	Effet des changements de classe d'évaluation sur la correction de valeur pour pertes à cette date	Solde d'ouverture des corrections de valeur pour pertes selon IFRS 9 au 01/01/2018
Prêts et créances au coût amorti	553 992	88 574	642 566
Titres de dette au coût amorti		2	2
Instruments de dette disponibles à la vente / à la juste valeur par capitaux propres recyclables		8	8
<b>Total bilan</b>	<b>553 992</b>	<b>88 584</b>	<b>642 576</b>
Provisions pour engagements par signature	20 653	11 239	31 892
<b>Total dépréciations et provisions</b>	<b>574 645</b>	<b>99 823</b>	<b>674 468</b>

**Note 1. – Cadre général.**

**1.1. Le groupe BPCE.** — Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

**Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.** — Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

**BPCE.** — Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, dont Natixis société cotée détenue à 70,78%, sont organisés autour de trois grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, les Services Financiers Spécialisés et l'Assurance de Natixis, et les Autres réseaux (Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International) ;
- la Gestion d'actifs et de fortune ;
- et la Banque de Grande Clientèle.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

**1.2. Mécanisme de garantie.** — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossé technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossé.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

**1.3. Événements significatifs.** — Aucun fait significatif ne mérite d'être rapporté.

**1.4. Événements postérieurs à la clôture.** — Il n'y a pas d'événement survenu ou connu postérieurement à la date de clôture qui aurait pu donner lieu à un ajustement des comptes annuels.

**Note 2. – Normes comptables applicables et comparabilité.**

**2.1. Cadre réglementaire.** — Les comptes consolidés du Groupe BPCE ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

**2.2. Référentiel.** — Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2017 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers », adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016, est applicable de façon rétrospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La norme IFRS 9 remplace IAS 39 et définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture selon IAS 39 reste documenté de la même façon en couverture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. En revanche, les informations en annexes respectent les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

Par ailleurs, le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomerats financiers, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomerats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

- de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomerat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- d'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 « contrats d'assurance » au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le Groupe BPCE étant un conglomerat financier a choisi d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeurent en conséquence suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, Natixis Assurances, BPCE Vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, ADIR, BPCE Prévoyance, BPCE Assurances, BPCE IARD, Muracef, Surassur, Prépar Vie et Prépar Iard.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour interdire tout transfert d'instruments financiers entre son secteur d'assurance et le reste du groupe qui aurait un effet décomptabilisant pour l'entité cédante, cette restriction n'étant toutefois pas requise pour les transferts d'instruments financiers évalués en juste valeur par résultat par les deux secteurs impliqués.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 9, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Le Groupe BPCE détient en portefeuille quelques prêts à taux fixe avec clauses de remboursement anticipé symétriques. Dans un amendement à IFRS 9 publié en octobre 2017, le *Board* de l'IASB a précisé que la possibilité qu'une indemnité de remboursement anticipée soit négative n'était pas en soi incompatible avec la notion d'instrument financier basique. Cet amendement est d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 avec une application anticipée possible. L'amendement « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » a été adopté par la Commission Européenne le 22 mars 2018. Le Groupe BPCE a appliqué cet amendement par anticipation au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits. La norme IFRS 15 a été adoptée par l'Union européenne et publiée au JOUE le 29 octobre 2016. Elle est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 de façon rétrospective. L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » publié par l'IASB le 12 avril 2016, a été adopté par la Commission européenne le 31 octobre 2017 et est également applicable de façon rétrospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Selon cette norme, la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète désormais le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La norme IFRS 15 introduit ainsi une nouvelle démarche générale de comptabilisation du revenu en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Les travaux liés à la première application d'IFRS 15 se sont notamment appuyés sur des autodiagnostic réalisés au sein des établissements et filiales pilotes, puis transposés ensuite par l'ensemble des établissements et filiales significatifs du groupe. Ils ont permis d'identifier les principaux postes concernés, notamment :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location

– les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe  
Ces travaux ont également confirmé que le groupe n'est que très peu ou pas concerné par certains enjeux de première application de la norme IFRS 15 tels que la promotion immobilière, les programmes de fidélité ou la téléphonie.

Sur la base des travaux réalisés, le groupe n'a pas reconnu d'impacts significatifs lié à l'application de la norme IFRS 15, ni sur les capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018, ni sur les postes du compte de résultat de l'exercice 2018.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 15, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

— **Nouvelles normes publiées et non encore applicables :**

**Norme IFRS 16.** — La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, elle sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu est limité, les dispositions applicables étant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme.

IFRS 16 affectera principalement la comptabilisation des contrats de location en tant que preneur.

L'actuelle norme IAS 17, ne donne pas lieu à un enregistrement au bilan des contrats dits de location simple ou opérationnelle et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

A contrario, la norme IFRS 16 impose au locataire la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations corporelles, et d'un passif locatif. Le passif locatif correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés sur la durée du contrat. Le Groupe a prévu d'utiliser l'exception prévue par la norme en ne modifiant pas le traitement comptable des contrats de location de courte durée (inférieure à 12 mois) ou portant sur des actifs sous-jacents de faible valeur qui resteront comptabilisés en charge de la période avec une mention spécifique en annexe. Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif de location actuariellement en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La charge relative au passif locatif figurera en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation sera comptabilisée parmi les charges d'exploitation.

Le groupe a engagé les travaux d'analyse d'impact de l'application de cette norme dès sa publication par l'IASB début 2016. Ces travaux se sont poursuivis au cours de l'exercice 2018. Les choix structurants en termes d'organisation et de systèmes d'information ont été réalisés au cours du premier semestre. Les travaux du second semestre ont été consacrés à la phase d'implémentation opérationnelle, actuellement en cours de finalisation avant leurs déploiements début 2019.

Eu égard aux activités du Groupe BPCE, la mise en œuvre de la norme IFRS 16 va porter dans une très large mesure sur les actifs immobiliers loués pour les besoins de l'exploitation à titre de bureaux et d'agences commerciales. Un impact significatif est donc attendu sur le poste « Immobilisations corporelles » sans que cela ne modifie le poids relativement faible des immobilisations sur le total du bilan.

Pour la première application de cette norme, le groupe a choisi la méthode rétrospective modifiée. Cette méthode conduira à évaluer le montant des passifs locatifs sur la base des paiements résiduels en utilisant les taux d'actualisation afférents aux durées résiduelles des contrats. En particulier, l'option de ne pas reconnaître au bilan les contrats d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sera appliquée. Les droits d'utilisation seront évalués en référence au montant des passifs locatifs déterminés à cette date. Des impôts différés seront constatés séparément pour les actifs et les passifs.

**Norme IFRS 17.** — La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » a été publiée par l'IASB le 18 mai 2017 remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, cette norme sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2021 avec un comparatif au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La norme IFRS 17 pose les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir relatifs aux contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme.

Valorisées aujourd'hui au coût historique, les obligations aux contrats devront être comptabilisées, en application de la norme IFRS 17, à la valeur actuelle. Pour cela, les contrats d'assurance seront valorisés en fonction des flux de trésorerie qu'ils vont générer dans le futur, en incluant une marge de risques afin de prendre en compte l'incertitude relative à ces flux. D'autre part, la norme IFRS 17 introduit la notion de marge de service contractuelle. Celle-ci représente le bénéfice non acquis par l'assureur et sera libérée au fil du temps, en fonction du service rendu par l'assureur à l'assuré.

Ces changements comptables pourraient modifier le profil du résultat de l'assurance (en particulier celui de l'assurance vie) et introduire également plus de volatilité dans le résultat.

Compte tenu de l'importance des changements apportés par la norme IFRS 17, les entités d'assurance du Groupe BPCE ont démarré leurs analyses d'impact et se sont dotées, en 2018, de structures projet, qui leur permettront au sein des différents chantiers d'appréhender l'ensemble des dimensions de la norme : modélisation, adaptation des systèmes et des organisations, production des comptes, communication financière et conduite du changement.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 « contrats d'assurance » au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**IFRIC 23.** — La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 «

Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » de juin 2017 est venue clarifier le traitement à retenir. Cette interprétation permet de tenir compte de l'incertitude qu'il peut y avoir quant à la position fiscale d'une entreprise pour évaluer et pour comptabiliser l'impôt exigible et l'impôt différé.

Ce texte adopté par la Commission européenne par règlement du 23 octobre 2018 s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le groupe a entamé une réflexion sur son approche de recensement et de documentation des incertitudes et des risques fiscaux sans pour autant s'attendre à ce stade à un impact en terme de valorisation.

**2.3. Recours à des estimations et jugements.** — La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2018, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 9) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.15) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les impôts différés (note 10) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 3.5).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

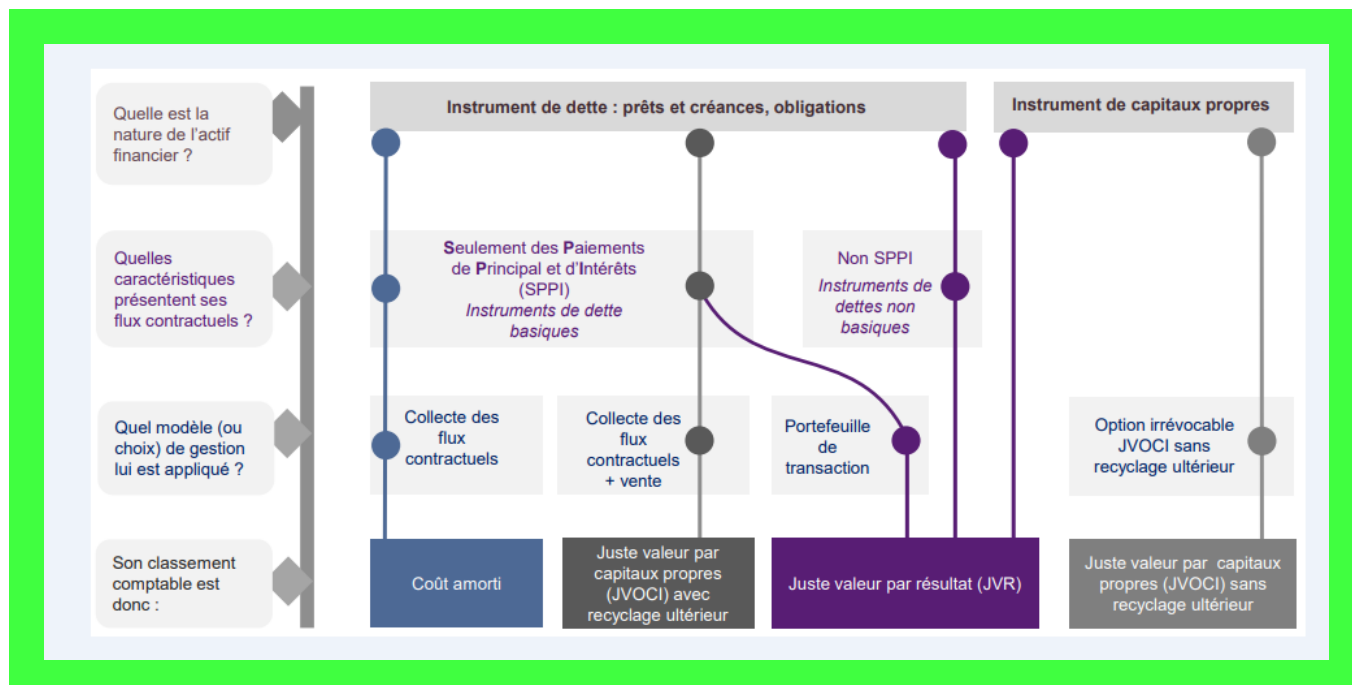
**2.4. Présentation des états financiers consolidés et date de clôture.** — En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le directoire du 27 février 2019. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 25 avril 2019.

**2.5. Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation.** — Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

**2.5.1. Classement et évaluation des actifs financiers.** — La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE hors filiales d'assurance qui appliquent toujours IAS 39.

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



#### Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;

– la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;

– la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

– un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :

- les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
- les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
- les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;

– un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).

Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;

– un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

**Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest).** — Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.

– les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la CDC.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garanti, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

**Catégories comptables.** — Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

– l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et

– les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride doit être désormais enregistré en juste valeur par résultat lorsqu'il n'a pas la nature de dette basique.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash-flow d'origine et les cash-flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

**2.5.2. Opérations en devises.** — Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêt, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

– seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;

– les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

### Note 3. – Consolidation.

**3.1. Entité consolidante.** — L'entité consolidante du Groupe est la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

**3.2. Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation.** — Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe BPAURA figure en note 12 – Détail du périmètre de consolidation.

**3.2.1. Entités contrôlées par le groupe.** — Les filiales contrôlées par le Groupe BPAURA sont consolidées par intégration globale.

**Définition du contrôle.** — Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

**Cas particulier des entités structurées.** — Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

(a) des activités bien circonscrites ;

(b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;

(c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;

(d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

**Méthode de l'intégration globale.** — L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

**Exclusion du périmètre de consolidation.** — Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 12.3.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

### 3.2.2. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises :

**Définitions.** — Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

**Méthode de la mise en équivalence.** — Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

**Exception à la méthode de mise en équivalence.** — Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.2.3. Participations dans des activités conjointes :

**Définition.** — Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

**Mode de comptabilisation des activités conjointes.** — Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.



**3.3. Règles de consolidation.** — Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

**3.3.1. Conversion des comptes des entités étrangères.** — La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

**Élimination des opérations réciproques.** — L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

**Regroupements d'entreprises.** — En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :

- des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
- ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
- soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
- soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

**3.3.4. Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale.** —

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

**Date de clôture de l'exercice des entités consolidées.** — Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

**3.4. Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2018.** — Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2018 sont les suivantes :

- L'entrée dans le périmètre de la SAS Garibaldi Participations,
- L'entrée dans le périmètre de la SAS Société Immobilière de la Région Rhône Alpes,
- L'entrée dans le périmètre pour sa quote-part respective de chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») mentionnées en note 12 : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut. En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe BPAURA contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

Au cours de la période le groupe n'a pas enregistré sur ses filiales d'évolution significative du pourcentage de détention sans incidence de contrôle desdites filiales.

### 3.5. Ecarts d'acquisition :

**3.5.1. Valeur des écarts d'acquisition.** — Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note 12 relative au périmètre de consolidation.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
Valeur nette à l'ouverture	77 578	77 578
Acquisition		
Cession		
Dont banque de Savoie	77 578	77 578
Valeur brut à la clôture	77 578	77 578
Cumul des pertes de valeur à la clôture		
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>77 578</b>	<b>77 578</b>

**Tests de dépréciation.** — Conformément à la réglementation, l'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

Le goodwill relatif aux titres de Banque de Savoie apparaît dans les comptes consolidés de la BPAURA pour un montant de 77 578 milliers d'euros. Il a été réalisé, en lien avec le Groupe BPCE, à une analyse visant à regrouper les UGT Banque de Savoie et Retail au sein de la BPAURA. Ce regroupement, visant à intégrer la Banque de Savoie dans l'UGT commerciale Retail se matérialise par l'absence de dépréciation du Goodwill de la Banque de Savoie dans les comptes consolidés de la BPAURA.

En 2018 le projet « intégration Banque de Savoie » a été lancé et correspond à un chantier majeur du plan stratégique de la Banque de Savoie 2018-2020.

Ce projet a pour objectif d'intensifier les mutualisations « en mettant en œuvre une véritable stratégie d'intégration de la Banque de Savoie aux process Banque Populaire AURA », sans pour autant remettre en cause les fondamentaux de la marque « Banque de Savoie ».

Le projet consiste donc à passer d'une logique de mutualisation à une logique d'intégration beaucoup plus exigeante et forte, avec une gouvernance imbriquée et des stratégies commerciales convergentes.

Ce projet d'intégration comporte 2 phases ayant comme finalité le parfait arrimage à BPAURA et la conservation de la valeur de la marque Banque de Savoie :

- 2018 : 1<sup>er</sup> sous-projet portant sur les activités déjà mutualisées : Harmonisation des référentiels post FIBO, cadrage des activités mutualisées, homogénéisation des process pour optimiser la refacturation.
- 2019 : 2<sup>ème</sup> sous-projet sur le périmètre des activités non mutualisées : quelles nouvelles mutualisations pourraient être réalisées sans remise en cause du modèle et quelles synergies pourraient être activées ?

Ces orientations nous a conduit à regrouper la Banque de Savoie dans une UGT retail unique, Groupe BPAURA. Ce changement permet de réviser la composition des UGT au regard de la norme IAS 36.72.

### 3.5.2. Variations de valeur des écarts d'acquisition :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
<b>Total des variations de valeur des écarts d'acquisition</b>		
Dont banque de Savoie		

## Note 4. – Notes relatives au compte de résultat.

### L'essentiel

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts
- les commissions
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti
- le produit net des activités d'assurance
- les produits et charges des autres activités

### 4.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

**Principes comptables.** — Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille

d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :

– lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dettes est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;

– lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dettes est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit (1)	30 639	-67 819	-37 180
Prêts / emprunts sur la clientèle	566 328	-158 714	407 614
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	16 584	-11 829	4 755
Dettes subordonnées	///		
<b>Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)</b>	<b>613 551</b>	<b>-238 362</b>	<b>375 189</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	<b>15</b>		<b>15</b>
Titres de dettes	9 539	///	9 539
Autres		///	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9 539	///	9 539
<b>Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la JV par capitaux propres (1)</b>	<b>623 105</b>	<b>-238 362</b>	<b>384 743</b>
<b>Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction</b>		///	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>		///	
Instruments dérivés de couverture	22 635	-66 550	-43 915
Instruments dérivés pour couverture économique	2 844	-3 700	-856
Autres produits et charges d'intérêts	943	-155	788
<b>TOTAL des produits et charges d'intérêts</b>	<b>649 527</b>	<b>-308 767</b>	<b>340 760</b>

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 24 980 milliers d'euros (25 150 milliers d'euros en 2017) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	572 981	-177 307	395 674
Prêts et créances avec les établissements de crédit	40 182	-85 367	-45 185
Opérations de location-financement	2		2
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		-13 367	-13 367
Instruments dérivés de couverture	35 923	-76 141	-40 218
Actifs financiers disponibles à la vente	5 188		5 188
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	17 555		17 555
Actifs financiers dépréciés	8 286		8 286
Autres produits et charges d'intérêts		-2	-2
<b>TOTAL des produits et charges d'intérêts</b>	<b>680 117</b>	<b>-352 184</b>	<b>327 933</b>

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent + 1 098 milliers d'euros au titre de la dotation nette à la provision épargne logement ( – 31 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017).

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
<b>Total actifs financiers au coût amorti yc opérations de location-financement</b>	<b>613 566</b>	<b>-238 362</b>	<b>375 204</b>
Dont actifs financiers au coût amorti avec indicateur de risque de crédit avéré	8 387		8 387
<b>Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>9 539</b>		<b>9 539</b>
Dont actifs financiers basiques à la juste valeur par capitaux propres avec indicateur de risque de crédit avéré			

#### 4.2. Produits et charges de commissions :

**Principes comptables.** — Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

**Commissions sur prestations de service.** — Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	6 877	-536	6 341	7 762	-378	7 384
Opérations avec la clientèle	120 490	-2 086	118 404	136 421	-1 783	134 638
Prestation de services financiers	46 243	-2 415	43 828	44 626	-2 136	42 490
Vente de produits d'assurance vie	76 277	///	76 277	69 624	///	69 624
Moyens de paiement	89 313	-51 816	37 497	81 854	-49 571	32 283
Opérations sur titres	8 486	-71	8 415	10 785	-8	10 777
Activités de fiducie	4 401	-4 353	48	4 455	-4 504	-49
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	15 805	-9 438	6 367	17 682	-7 640	10 042
Autres commissions	3 002	-21	2 981	3 061	-99	2 962
<b>TOTAL des commissions</b>	<b>370 894</b>	<b>-70 736</b>	<b>300 158</b>	<b>376 270</b>	<b>-66 119</b>	<b>310 151</b>

#### 4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

**Principes comptables.** — Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat (1)	14 215
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	
Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	
Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	
Résultats sur opérations de couverture	129
Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	-152
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	281
Variation de la couverture de juste valeur	-16 736
Variation de l'élément couvert	17 017
Résultats sur opérations de change	3 172
<b>TOTAL des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>17 516</b>

(1) y compris couverture économique de change inclut sur l'exercice 2018 :

— La variation de juste valeur des dérivés qui sont :

— soit détenus à des fins de transaction ;

— soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IAS 39.

— La variation de juste valeur des dérivés affectée par l'évolution des réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA) et par l'évolution du risque de non-exécution dans la valorisation des instruments dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment – DVA)

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Résultats sur instruments financiers de transaction	1 173
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 103
Résultats sur opérations de couverture	798
Inefficacité de la couverture de juste valeur	738
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	60
Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises	
Résultats sur opérations de change	3 142
<b>TOTAL des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>6 216</b>

#### 4.4. Profits ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

**Principes comptables.** — Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

— les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.

— les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les profits et pertes des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables reprennent :

— les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts

— les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres

— les dépréciations comptabilisées en coût du risque

— les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'Euros)	31/12/2018
Produits et charges d'intérêts et assimilés	9 539
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	28 439
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	289
Coût du risque	-4
<b>Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>38 263</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Résultat de cession	13 292
Dividendes reçus	35 110
Dépréciation durable des titres à revenus variables	-450
<b>Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>47 952</b>

#### — Instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Montant comptabilisé en résultat	Montant comptabilisé en capitaux propres sur la période	Montant reclassé pour la période du cumul en capitaux propres au résultat net lors de la décomptabilisation
Produits et charges d'intérêt et assimilés		///	///
Gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	289	///	///
Coût du risque de crédit		///	///
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	///		///
<b>Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>289</b>		

#### — Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Montant comptabilisé en résultat (dividendes)	Montant comptabilisé en capitaux propres sur la période	Montant reclassé pour la période en réserves lors de la décomptabilisation
Dividendes	28 439	///	///
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	///	-631	-32
<b>Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>28 439</b>	<b>-631</b>	<b>-32</b>

La somme du montant comptabilisé en capitaux propres sur la période et du montant reclassé pour la période en réserves lors de la décomptabilisation correspond à la ligne « Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres » du résultat global.

#### 4.5. Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti :

**Principes comptables.** — Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti d'actifs financiers (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

Aucun gain ou perte nets sur instruments financier au coût amorti n'a été constaté sur l'exercice

#### 4.6. Produits et charges des autres activités :

**Principes comptables.** — Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Produits et charges sur activités immobilières</b>		-16	-16	51		51
<b>Produits et charges sur opérations de location</b>		-65	-65	11 357	-10 921	436
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	212	-66	146	431	-107	324
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	10 746	-7 670	3 076	2 868	-6 480	-3 612
Charges refacturées et produits rétrocedés	4	-254	-250	7	-5	2
Autres produits et charges divers d'exploitation	62 065	-59 195	2 870	7 401	-1 130	6 271
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	5 146		5 146		-4 911	-4 911
<b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>72 815</b>	<b>-61 973</b>	<b>10 842</b>	<b>10 276</b>	<b>-12 526</b>	<b>-2 250</b>
<b>Total des produits et charges des autres activités</b>	<b>73 011</b>	<b>-62 104</b>	<b>10 907</b>	<b>22 115</b>	<b>-23 554</b>	<b>-1 439</b>

#### 4.7. Charges générales d'exploitation :

**Principes comptables.** — Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

**Contributions aux mécanismes de résolution bancaire.** — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 209 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 16 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent en cumul à 29 339 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2017. Le montant des contributions versées par le groupe représente pour l'exercice 7 506 milliers d'euros dont 6 285 milliers d'euros comptabilisés en charge et 1 221 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 2 767 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	-262 129	-267 123
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-20 598	-16 520
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-173 206	-183 018
Autres frais administratifs	-193 804	-199 538
<b>Total des charges générales d'exploitation</b>	<b>-455 933</b>	<b>-466 661</b>

(1) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 6 285 milliers d'euros (contre 1 776 milliers d'euros en 2017) et la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de 1 753 milliers d'euros (contre 2 083 milliers d'euros en 2017).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

**4.8. Gains ou pertes sur autres actifs :**

**Principes comptables.** — Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-3 260	594
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées		
<b>Total des gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>-3 260</b>	<b>594</b>

**Note 5. – Notes relatives au bilan.****5.1. Caisse, banques centrales :**

**Principes comptables.** — Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Caisse	147 658	152 384
Banques centrales	136 270	44 834
<b>TOTAL caisse, banques centrales</b>	<b>283 928</b>	<b>197 218</b>

**5.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :**

**Principes comptables.** — Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

**Date d'enregistrement des titres.** — Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

**5.2.1. Actifs financiers à la juste valeur par résultat :**

**Principes comptables.** — Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

**Actifs à la juste valeur par résultat sur option.** — La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (1)	Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (1)	Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (3)			Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (3)		
Effets publics et valeurs assimilées								
Obligations et autres titres de dettes		11 536		11 536		2 537		2 537
Autres								
<b>Titres de dettes</b>		<b>11 536</b>		<b>11 536</b>		<b>2 537</b>		<b>2 537</b>
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension		64 302		64 302				
Prêts à la clientèle hors opérations de pension								
Opérations de pension								
<b>Prêts</b>		<b>64 302</b>		<b>64 302</b>				
Instruments de capitaux propres		78 442	///	78 442		67 237	///	67 237
Dérivés de transaction (1)	6 129	///	///	6 129	11 026	///	///	11 026
Dépôts de garantie versés		///	///			///	///	
<b>TOTAL des actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>6 129</b>	<b>154 280</b>		<b>160 409</b>	<b>11 026</b>	<b>69 774</b>		<b>80 800</b>

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont :

– soit détenus à des fins de transaction ;

– soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IFRS 9.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (Credit Valuation Adjustment).

**Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit.** — L'exposition au risque de crédit peut représenter une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est présentée.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018.

### 5.2.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

**Principes comptables.** — Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.** — La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

**Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable.** — L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

**Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance.** — L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

**Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés.** — Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9.



(exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
Ventes à découvert		///			///	
Dérivés de transaction	7 810	///	7 810	13 912	///	13 912
Comptes à terme et emprunts interbancaires						
Comptes à terme et emprunts à la clientèle						
Dettes représentées par un titre non subordonnées						
Dettes subordonnées	///			///		
Opérations de pension		///			///	
Dépôts de garantie reçus		///			///	
Autres	///			///		
<b>TOTAL des passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>7 810</b>		<b>7 810</b>	<b>13 912</b>		<b>13 912</b>

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est négative et qui sont :

– soit détenus à des fins de transaction ;

– soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IFRS 9.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (Debit Valuation Adjustment).

### 5.2.3. Instruments dérivés de transaction :

**Principes comptables.** — Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

– sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition

que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;

– il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de

contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;

– il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	418 884	3 896	5 370	384 656	4 674	7 590
Instruments sur actions						
Instruments de change	122 626	1 665	1 665	147 708	1 872	1 872
Autres instruments						
<b>Opérations fermes</b>	<b>541 510</b>	<b>5 561</b>	<b>7 035</b>	<b>532 364</b>	<b>6 546</b>	<b>9 462</b>
Instruments de taux	50 732	47	178	71 890	208	178
Instruments sur actions						
Instruments de change	121 186	521	597	44 835	4 272	4 272
Autres instruments						
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>171 918</b>	<b>568</b>	<b>775</b>	<b>116 725</b>	<b>4 480</b>	<b>4 450</b>
Dérivés de crédit						
<b>Total des instruments dérivés de transaction</b>	<b>713 428</b>	<b>6 129</b>	<b>7 810</b>	<b>649 089</b>	<b>11 027</b>	<b>13 912</b>
Dont marchés organisés						
Dont opérations de gré à gré	713 428	6 129	7 810	649 089	11 027	13 912

### 5.3. Instruments dérivés de couverture :

**Principes comptables.** — Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

**Couverture de juste valeur.** — La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

**Couverture de flux de trésorerie.** — Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

#### — Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture) :

**Documentation en couverture de flux de trésorerie.** — Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêté.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

**Documentation en couverture de juste valeur.** — Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

– un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;

– un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

**Couverture d'un investissement net libellé en devises.** — L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Le groupe BPAURA initie des couvertures de juste valeur et des couvertures de flux de trésorerie :

— **Couvertures de juste valeur (FVH) :** Les couvertures de juste valeur mises en place par le groupe BPAURA correspondent principalement à des instruments fermes et optionnels de taux d'intérêts (swaps et caps de taux) assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe ou à taux révisables capés, imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable,

La macrocouverture de juste valeur est utilisée dans le groupe BPAURA pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- Les portefeuilles de prêts à taux fixe ;
  - La composante optionnelle des portefeuilles de prêts à taux révisables capés ;
  - La composante inflation du Livret A.
- La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :
- Un ensemble défini de passifs à taux fixe ;
  - Les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation.

— **Couvertures de flux de trésorerie (CFH) :** Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées par le groupe BPAURA notamment pour :

- La couverture de passif à taux variable ;
- La couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette ;
- La macro-couverture d'actifs à taux variable.

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- L'inefficacité « bi-courbes » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à EONIA) est basée sur la courbe d'actualisation EONIA, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation Euribor ;
- La valeur temps des couvertures optionnelles ;
- La surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro-couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévus) ;
- Les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (Credit Value adjustment et Debit Value ajustement) ;
- Des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	4 180 060	49 963	201 427	3 725 841	63 239	191 797
Instruments sur actions						
Instruments de change						
Autres instruments						
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 180 060</b>	<b>49 963</b>	<b>201 427</b>	<b>3 725 841</b>	<b>63 239</b>	<b>191 797</b>
Instruments de taux	76 986	6 409		97 702	7 269	5
Instruments sur actions						
Instruments de change						
Autres instruments						
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>76 986</b>	<b>6 409</b>		<b>97 702</b>	<b>7 269</b>	<b>5</b>
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>4 257 046</b>	<b>56 372</b>	<b>201 427</b>	<b>3 823 543</b>	<b>70 508</b>	<b>191 802</b>
Instruments de taux	480 000		12 842	670 000	120	21 147
Instruments sur actions						
Instruments de change	177 527	308	6 910	223 034	834	4 994
Autres instruments						
<b>Opérations fermes</b>	<b>657 527</b>	<b>308</b>	<b>19 752</b>	<b>893 034</b>	<b>954</b>	<b>26 141</b>
Instruments de taux	28 218	2 218		39 004	2 959	
Instruments sur actions						
Instruments de change					3	
Autres instruments						
Opérations conditionnelles	28 218	2 218		39 004	2 962	
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>685 745</b>	<b>2 526</b>	<b>19 752</b>	<b>932 038</b>	<b>3 916</b>	<b>26 141</b>
<b>Dérivés de crédit</b>						
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>						
<b>Total des instruments dérivés de couverture</b>	<b>4 942 791</b>	<b>58 898</b>	<b>221 179</b>	<b>4 755 581</b>	<b>74 424</b>	<b>217 943</b>

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

— Echancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	Inf à 1 an	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	Sup à 10 ans
<b>Couverture de taux d'intérêts</b>	<b>526 634</b>	<b>2 325 967</b>	<b>1 698 910</b>	<b>213 753</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	56 367	443 850	6 594	1 407
Instruments de couverture de juste valeur	470 267	1 882 117	1 692 316	212 346
<b>Couverture du risque de change</b>	<b>88 764</b>	<b>88 763</b>		
Instruments de couverture de flux de trésorerie	88 764	88 763		
Instruments de couverture de juste valeur				
<b>Couverture des autres risques</b>				
Instruments de couverture de flux de trésorerie				
Instruments de couverture de juste valeur				
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>				
<b>Total</b>	<b>615 398</b>	<b>2 414 730</b>	<b>1 698 910</b>	<b>213 753</b>

## — Eléments couverts :

## — Couverture de juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Couverture de juste valeur								
	Au 31/12/2018								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
Actifs									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	285 913	14 913							
Prêts ou créances sur les établissements de crédit									
Prêts ou créances sur la clientèle									
Titres de dette	285 913	14 913							
Actions et autres instruments de capitaux propres									
Actifs financiers au coût amorti	3 422 170	167 411							
Prêts ou créances sur les établissements de crédit									
Prêts ou créances sur la clientèle	3 306 085	150 826							
Titres de dette	116 085	16 585							
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	966 461	35 174							
Dettes envers les établissements de crédit	541 754	20 449							
Dettes envers la clientèle	200 000								
Dettes représentées par un titre	224 707	14 725							
Dettes subordonnées									
<b>Total</b>	<b>2 741 622</b>	<b>147 150</b>							

(1) Intérêts courus exclus

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note 4.4 « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables

## — Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (1)	Juste valeur de l'élément couvert(dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-10 624	-12 294		543	11 423
Couverture de risque de change	-6 602	-6 602			6 602
Couverture des autres risques					
<b>Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises</b>	<b>-17 226</b>	<b>-18 896</b>		<b>543</b>	<b>18 025</b>

(1) Déqualification, fin de la relation de couverture

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

## — Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres :

Cadrage des OCI	01/01/2018	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Elément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2018
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	-24 950	6 773	152			-18 025
Dont couverture de taux	-20 790	9 215	152			-11 423
Dont couverture de change	-4 160	-2 442				-6 602
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
<b>Total</b>	<b>-24 950</b>	<b>6 773</b>	<b>152</b>			<b>-18 025</b>

#### 5.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

**Principes comptables.** — Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

— **Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables** : En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 9.

Ces instruments sont soumis aux exigences de IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

— **Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables** : En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 9.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

(En milliers d'euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
Prêts ou créances sur les établissements de crédit		///			///	
Prêts ou créances sur la clientèle		///			///	
Titres de dettes	308 336	///	308 336	176 485	///	176 485
Titres de participation (1)	///	1 123 974	1 123 974	///	1 106 262	1 106 262
Actions et autres titres de capitaux propres (1)	///	47 695	47 695	///	6 001	6 001
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>308 336</b>	<b>1 171 669</b>	<b>1 480 005</b>	<b>176 485</b>	<b>1 112 263</b>	<b>1 288 748</b>
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	11	///	11	7	///	7
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts)	-207	159 739	159 532	2 194	160 402	162 596
- Instruments de dettes	-207	///	-207	2 194	///	2 194
- Instruments de capitaux propres	///	159 739	159 739	///	160 402	160 402

(1) Le détail est donné dans la note 5.6

Au 31 décembre 2018, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement les titres BPCE pour une valeur de 135 411 milliers d'euros.

#### 5.5. Actifs au coût amorti :

**Principes comptables.** — Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

**Renégociations et restructuration.** — La norme IFRS 9 requiert l'identification des contrats modifiés qui sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit selon IFRS 9, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus

et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

**Frais et commissions.** — Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

**Date d'enregistrement.** — Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Prêts et créances ».

#### 5.5.1. Titres au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Effets publics et valeurs assimilées	640 011	677 241
Obligations et autres titres de dettes	94 314	63 594
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-2	-2
<b>Total des titres au cout amorti</b>	<b>734 323</b>	<b>740 833</b>

#### 5.5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires débiteurs	1 196 119	1 910 540
Opérations de pension		
Comptes et prêts (1)	3 137 632	3 264 565
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit		
Dépôts de garantie versés	174 696	177 153
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-3	-133
<b>Total prêts et créances sur les établissements de crédit au cout amorti</b>	<b>4 508 445</b>	<b>5 352 125</b>

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 2 433 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 2 551 millions d'euros au 1er janvier 2018.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 9.2.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 1 850 millions d'euros au 31 décembre 2018 (2 334 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

#### 5.5.3. Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires débiteurs	392 194	360 808
Autres concours à la clientèle	26 692 296	25 542 298
Prêts à la clientèle financière		
Crédits de trésorerie	1 808 525	1 688 969
Crédits à l'équipement	7 904 027	7 492 072
Crédits au logement	16 692 619	16 086 473
Crédits à l'exportation	8 701	10 798
Opérations de pension		
Opérations de location-financement	156	10
Prêts subordonnés		
Autres crédits	278 268	263 976
<b>Autres prêts ou créances sur la clientèle</b>	<b>5 017</b>	<b>5 161</b>
<b>Dépôts de garantie versés</b>		
<b>Prêts et créances bruts sur la clientèle</b>	<b>27 089 507</b>	<b>25 908 267</b>
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-653 201	-642 433
<b>Total</b>	<b>26 436 306</b>	<b>25 265 834</b>

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 9.2.

#### 5.6. Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres :

**Principes comptables.** — Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations
- des actions et autres titres de capitaux propres

Lors de la comptabilisation initiale, Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables). Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession	
Titres de participations	1 123 974	28 433	110	7	1 106 262
Dont BPCE	977 175	22 353			965 977
Actions et autres titres de capitaux propres	47 695	6			6 001
Dont BPCE	38 820				
<b>Total</b>	<b>1 171 669</b>	<b>28 439</b>	<b>110</b>	<b>7</b>	<b>1 112 263</b>

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

#### 5.7. Reclassements d'actifs financiers :

**Principes comptables.** — Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont plus limités que sous IAS 39. Il n'est plus possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité.).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

(En milliers d'Euros)	Date du reclassement	Classement d'origine montant en date de reclassement			Nouveau classement montant en date de reclassement		
		Coût amorti	JVR	JVOCI	Coût amorti	JVR	JVOCI
Reclassement sur l'exercice							
Prêts liés au FGDR	30/06/2018	62 860				62 860	
<b>Total</b>		<b>62 860</b>				<b>62 860</b>	

#### 5.8. Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Comptes d'encaissement	4 938	4 701
Charges constatées d'avance	10 805	8 331
Produits à recevoir	45 463	36 040
Autres comptes de régularisation	36 036	33 174
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>97 242</b>	<b>82 246</b>
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	11	11 223
Dépôts de garantie versés	18 354	
Débiteurs divers	85 728	94 290
<b>Actifs divers</b>	<b>104 093</b>	<b>105 513</b>
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>201 335</b>	<b>187 759</b>

Les garanties versées enregistrées en comptes de régularisation au 31 décembre 2017 ont été reclassées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti (cf. 5.5.2).

#### 5.9. Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées :

**Principes comptables.** — En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.



### 5.10. Immeubles de placement :

**Principes comptables.** — Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés à la juste valeur	///	///		///	///	
Immeubles comptabilisés au coût historique	2 008	-861	1 147	2 553	-851	1 702
<b>Total des immeubles de placement</b>	<b>2 008</b>	<b>-861</b>	<b>1 147</b>	<b>2 553</b>	<b>-851</b>	<b>1 702</b>

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 1 147 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (1 702 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

### 5.11. Immobilisations :

**Principes comptables.** — Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour les Banques Populaires

- façades/couverture/étanchéité : 20 à 40 ans ;
- fondations/ossatures : 30 à 60 ans ;
- ravalements : 10 à 20 ans ;
- équipements techniques : 10 à 20 ans ;
- aménagements intérieurs : 8 à 15 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 11.2.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains et constructions	105 292	-64 073	41 219	98 399	-39 452	58 947
Biens mobiliers donnés en location						
Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	302 339	-248 234	54 105	322 848	-255 948	66 900
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>407 631</b>	<b>-312 307</b>	<b>95 324</b>	<b>421 247</b>	<b>-295 400</b>	<b>125 847</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Droit au bail	29 198	-26 367	2 831	28 329	-25 941	2 388
Logiciels	4 502	-4 379	123	4 366	-4 283	83
Autres immobilisations incorporelles						
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>33 700</b>	<b>-30 746</b>	<b>2 954</b>	<b>32 695</b>	<b>-30 224</b>	<b>2 471</b>

**5.12. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :**

**Principes comptables.** — Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

**5.12.1. Dettes envers les établissements de crédit :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
Comptes à vue	30 375	281 261
Opérations de pension		
Dettes rattachées	49	4
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>30 424</b>	<b>281 265</b>
Emprunts et comptes à terme	7 473 919	7 757 721
Opérations de pension	358 464	397 558
Dettes rattachées	18 058	25 744
<b>Dettes à termes envers les établissements de crédit</b>	<b>7 850 441</b>	<b>8 181 023</b>
<b>Dépôts de garantie reçus</b>	<b>700</b>	<b>1 203</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>7 881 565</b>	<b>8 463 491</b>

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 9.2.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5 709 millions d'euros au 31 décembre 2018 (5 781 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

**5.12.2. Dettes envers la clientèle :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>10 286 110</b>	<b>9 284 184</b>
Livret A	1 678 798	1 543 684
Plans et comptes épargne-logement	2 770 735	2 715 030
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 526 287	4 004 225
Dettes rattachées		
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>7 975 820</b>	<b>8 262 939</b>
Comptes et emprunts à vue	48 446	34 343
Comptes et emprunts à terme	3 924 023	3 679 489
Dettes rattachées	110 647	103 421
<b>Autres comptes de la clientèle</b>	<b>4 083 116</b>	<b>3 817 253</b>
A vue		
A terme		
Dettes rattachées		
<b>Opérations de pension</b>		
<b>Autres dettes envers la clientèle</b>		
Dépôts de garantie reçus	3	
<b>Total des dettes envers la clientèle</b>	<b>22 345 049</b>	<b>21 364 376</b>

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 9.2.

**5.13. Dettes représentées par un titre :**

**Principes comptables.** — Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
Emprunts obligataires	64 801	
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	417 260	461 239
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées		
Dettes non préférées		
<b>Total</b>	<b>482 061</b>	<b>461 239</b>
Dettes rattachées	5 637	6 690
<b>Total des dettes représentées par un titre</b>	<b>487 698</b>	<b>467 929</b>

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 9.2.

#### 5.14. Comptes de régularisation et passifs divers :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
Comptes d'encaissement	39 444	3 853
Produits constatés d'avance	16 943	22 881
Charges à payer	135 994	144 375
Autres comptes de régularisation créditeurs	118 672	112 744
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>311 053</b>	<b>283 853</b>
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	8 298	5 506
Créditeurs divers	84 739	89 106
<b>Passifs divers</b>	<b>93 037</b>	<b>94 612</b>
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>404 090</b>	<b>378 465</b>

Les garanties reçues enregistrées en comptes de régularisation au 31 décembre 2017 ont été reclassées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en dettes envers les établissements de crédit (cf. 5.12.1).

#### 5.15. Provisions :

**Principes comptables.** — Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

**Engagements sur les contrats d'épargne-logement.** — Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

– l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

– l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

– l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

– l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous, à l'exception des provisions pour pertes de crédit attendues sur les engagements de financement et de garantie qui sont détaillées à la note 7.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	31/12/2018
Provisions pour engagements sociaux et assimilés (2)	83 014	146	-2 486	-6 855	-4 501	69 318
Provisions pour restructurations						
Risques légaux et fiscaux	12 421	2 633	-4 553	-679	1 438	11 260
Engagements de prêts et garanties (3)	31 892	6 686		-8 547	-7 567	22 464
Provisions pour activité d'épargne-logement	24 301	29		-1 098		23 232
Autres provisions d'exploitation	19 861	20 058	-895	-17 420	5 339	26 943
<b>Total des provisions</b>	<b>171 489</b>	<b>29 552</b>	<b>-7 934</b>	<b>-34 599</b>	<b>-5 291</b>	<b>153 217</b>

(1) Les autres mouvements comprennent l'écart de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (- 4 508 milliers d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Dont 61 183 milliers d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme (cf.8.2.1).

(3) Les provisions sur engagements de prêts et de garanties sont estimées selon la méthodologie d'IFRS 9 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### 5.15.1. Encours collectés au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
<b>Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	378 777	388 966
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 832 982	1 751 216
Ancienneté de plus de 10 ans	379 782	390 579
<b>Encours collectés au titre des plans épargne-logement</b>	<b>2 591 541</b>	<b>2 530 761</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne-logement</b>	<b>178 529</b>	<b>179 318</b>
<b>Total des encours collectés au titre de l'épargne-logement</b>	<b>2 770 070</b>	<b>2 710 079</b>

#### 5.15.2. Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	1 290	1 698
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	8 239	11 084
<b>Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement</b>	<b>9 529</b>	<b>12 782</b>

#### 5.15.3. Provisions constituées au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
<b>Provisions constituées au titre des PEL</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	5 844	5 785
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	9 204	10 654
Ancienneté de plus de 10 ans	6 490	6 468
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>21 538</b>	<b>22 907</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 843</b>	<b>1 642</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-9	-19
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-140	-229
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-149</b>	<b>-248</b>
<b>Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement</b>	<b>23 232</b>	<b>24 301</b>

**5.16. Dettes subordonnées :**

**Principes comptables.** — Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>01/01/2018</b>
Dettes subordonnées émises à des fins de transaction		
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option		
<b>Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée		
Actions de préférence		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	30 683	32 851
<b>Dettes subordonnées et assimilés</b>	<b>30 683</b>	<b>32 851</b>
Dettes rattachées		
Réévaluation de la composante couverte		
<b>Dettes subordonnées au coût amorti</b>	<b>30 683</b>	<b>32 851</b>
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>30 683</b>	<b>32 851</b>

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 9.2.

Les dettes subordonnées à durée déterminée comprennent pour l'essentiel des prêts des prêts subordonnés remboursables souscrits par BPCE.

**— Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	<b>01/01/2018</b>	<b>Emission</b>	<b>Remboursement</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2018</b>
Dettes subordonnées émises à des fins de transaction					
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option					
<b>Dettes subordonnées à la juste valeur par résultat</b>					
Dettes subordonnées à durée déterminée					
Dettes subordonnées à durée indéterminée					
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée					
Actions de préférence					
Dépôts de garantie à caractère mutuel	32 851		-2 168		30 683
<b>Dettes subordonnées au coût amorti</b>	<b>32 851</b>		<b>-2 168</b>		<b>30 683</b>
Dettes rattachées					
Réévaluation de la composante couverte					
<b>Dettes subordonnées et assimilés</b>	<b>32 851</b>		<b>-2 168</b>		<b>30 683</b>

**5.17. Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis :**

**Principes comptables.** — Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

**— Parts sociales :**

**Principes comptables.** — L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit incondicional de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

Au 31 décembre 2018, le capital se décompose comme suit :

- 1 166 547 milliers d'euros de parts sociales entièrement souscrites par les sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes (1 083 655 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018) ;
- 4 296 milliers d'euros de parts sociales des différentes sociétés de cautions mutuelles souscrites par les sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

#### 5.18. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

**Principes comptables :** Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018		
	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des immobilisations			
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	4 501	-1 232	3 269
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat			
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-663	-350	-1 013
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance			
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net			
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>3 838</b>	<b>-1 582</b>	<b>2 256</b>
Ecarts de conversion		///	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-2 401	640	-1 761
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	6 925	-1 945	4 980
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net			
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>4 524</b>	<b>-1 305</b>	<b>3 219</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>8 362</b>	<b>-2 887</b>	<b>5 475</b>
Part du groupe	8 362	-2 887	5 475
Participations ne donnant pas le contrôle			

#### 5.19. Compensation d'actifs et de passifs financiers :

**Principes comptables.** — Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
- les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
- les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

##### 5.19.1. Actifs financiers :

— **Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	65 027			65 027	85 450			85 450
Opérations de pension								
Autres actifs								
<b>Total</b>	<b>65 027</b>			<b>65 027</b>	<b>85 450</b>			<b>85 450</b>

**5.19.2. Passifs financiers :****— Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	228 989			228 989	231 855			231 855
Opérations de pension	358 378			358 378	397 371			397 371
Autres passifs								
<b>Total</b>	<b>587 367</b>			<b>587 367</b>	<b>629 226</b>			<b>629 226</b>

**5.20. Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer :**

**Principes comptables.** — Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

**Opérations de pension livrée.** — Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

**Opérations de prêts de titres secs.** — Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

**Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers.** — Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

**Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers.** — Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash flow d'origine et les cash-flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

**5.20.1. Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie :**

	Valeur nette comptable				
	Prêts de titres « secs »	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2018
<b>Instruments de dettes</b>					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
<b>Instruments de capitaux propres</b>					
Actions et autres titres de capitaux propres					

<b>Autres</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction</b>					
<b>Instruments de dettes</b>					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>					
<b>Instruments de dettes</b>					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique</b>					
<b>Instruments de capitaux propres</b>					
Titres de participation					
Actions et autres titres de capitaux propres					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>					
<b>Instruments de dettes</b>	<b>271 000</b>				<b>271 000</b>
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes	271 000				271 000
<b>Instruments de capitaux propres</b>					
Titres de participation					
Actions et autres titres de capitaux propres					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>271 000</b>				<b>271 000</b>
Prêts ou créances sur les établissements de crédit					
Prêts ou créances sur la clientèle			5 338 992	2 972 747	8 311 739
Titres de dettes	362 650	333 222			695 872
Autres					
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>362 650</b>	<b>333 222</b>	<b>5 338 992</b>	<b>2 972 747</b>	<b>9 007 611</b>
<b>Total des actifs financiers donnés en garanties</b>	<b>633 650</b>	<b>333 222</b>	<b>5 338 992</b>	<b>2 972 747</b>	<b>9 278 611</b>
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	633 650	333 222	5 338 992	2 972 747	9 278 611

(En milliers d'Euros)	Valeur nette comptable				
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	1 524				1 524
Actifs financiers disponibles à la vente	177 500	49 507			227 007
Prêts et créances		7 630	4 817 515	3 025 277	7 850 422
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	310 150	330 113			640 263
<b>Total des actifs financiers donnés en garantie</b>	<b>489 174</b>	<b>387 250</b>	<b>4 817 515</b>	<b>3 025 277</b>	<b>8 719 216</b>
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	489 174	387 250	4 817 515	3 025 277	8 719 216

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 358 454 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (397 371 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

La juste valeur des actifs donnés en garantie dans le cadre d'opérations de titrisation non déconsolidantes est de 2 910 409 millions d'euros au 31 décembre 2018 (3 025 277 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.



**5.20.1.1. Commentaires sur les actifs financiers transférés :**

**Mises en pension et prêts de titres.** — Le groupe BPAURA réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

**Cessions de créances.** — Le groupe BPAURA cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

**Titrisations consolidées.** — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Homeloans), 2016 (BPCE Consumer loans 2016\_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017\_5) étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors de l'opération de titrisation BPCE Home loans FCT 2018 sont souscrites par des investisseurs externes (note 12).

Au 31 décembre 2018, 2 910 409 milliers d'euros d'obligations des FCT BPCE Master Homeloans, BPCE Consumer loans 2016\_5, et BPCE Home Loans 2017\_5, auto-souscrites par le groupe et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

En regard de ce montant, aucun refinancement n'a été reçu, le groupe BPAURA n'en ayant pas exprimé le besoin auprès de la trésorerie centrale du Groupe BPCE.

**5.20.1.2. Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés.** — Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont : la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat), BPCE SFH, le mécanisme de refinancement de place ESNI, EBCE Immobilier et Corporate.

**5.20.2. Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue.** — Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe BPCE aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés. Le groupe BPAURA n'est pas concerné au 31 décembre 2018.

Les implications continues dans des véhicules de titrisation conservées par le groupe ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2018.

**Note 6. – Engagements.**

**Principes comptables.** — Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champs d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

**6.1. Engagements de financement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements de financement donnés en faveur :</b>		
Des établissements de crédit		3 926
De la clientèle	2 520 812	2 495 498
Ouvertures de crédit confirmées	2 508 280	2 485 077
Autres engagements	12 532	10 421
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>2 520 812</b>	<b>2 499 424</b>
<b>Engagements de financement reçus :</b>		
D'établissements de crédit		700
De la clientèle		
<b>Total des engagements de financement reçus</b>		<b>700</b>

**6.2. Engagements de garantie :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements de garantie donnés :</b>		
D'ordre des établissements de crédit	2 635	2 477
D'ordre de la clientèle	1 067 250	1 012 802
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>1 069 885</b>	<b>1 015 279</b>
<b>Engagements de garantie reçus :</b>		
D'établissements de crédit	2 831 182	2 644 263
De la clientèle	6 923 282	6 139 042
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>	<b>9 754 464</b>	<b>8 783 305</b>

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles figurant dans la note 5.20 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Les « valeurs affectées en garanties » figurent en 5.20 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » et dont l'établissement peut disposer figurent en 5.20 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

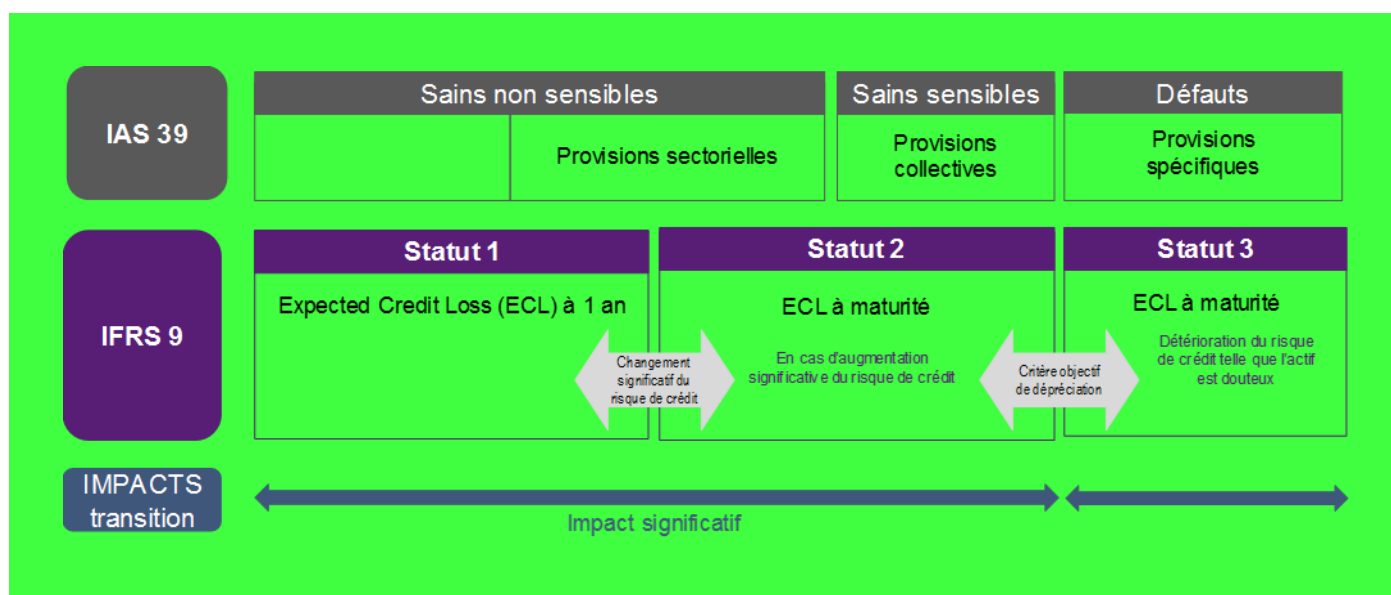
**Note 7. – Expositions aux risques.**

Les expositions aux risques abordés ci-après sont représentés par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

**7.1. Risque de crédit :**

**L'essentiel.** — Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

**7.1.1. Coût du risque de crédit :**

**Principes comptables.** — Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

— **Coût du risque de la période :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-45 386	-43 969
Récupérations sur créances amorties	1 999	1 613
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-6 070	-8 295
<b>Total coût du risque de crédit</b>	<b>-49 457</b>	<b>-50 651</b>

— **Coût du risque de la période par nature d'actifs :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires	114	-148
Opérations avec la clientèle	-46 136	-51 955
Autres actifs financiers	-3 435	1 452
<b>Total coût du risque de crédit</b>	<b>-49 457</b>	<b>-50 651</b>

**7.1.2. Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements :**

— **Principes comptables :**

**Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.** — Dès la date de première comptabilisation les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historique de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

**Statut 1 (stage 1 ou S1)**

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

**Statut 2 (stage 2 ou S2)**

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

**Statut 3 (stage 3 ou S3)**

- Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- Relèvent aussi du statut 3 des actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (purchased originated credit impaired ou POCI). Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IAS 17 le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

**Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues .** — Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls BPCE International et quelques portefeuilles d'établissements du groupe – correspondant à un volume d'expositions limité – peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

En-dehors de ces quelques cas, l'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie

(avec application du principe de contagion à tous les encours sur la contrepartie considérée) est également possible si elle aboutit à des effets similaires. La mesure de la dégradation du risque permet dans la grande majorité des cas de constater une dégradation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Plus précisément, l'évaluation de la variation du risque de crédit s'effectue sur la base des critères suivants :

- Sur les portefeuilles de Particuliers, Professionnels, Petites et Moyennes Entreprises, Secteur Public et Logement Social : la mesure de la dégradation du risque de crédit repose sur une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs. Le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à un an depuis la comptabilisation initiale (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle). Les critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (la présomption d'impayés de 30 jours n'est donc pas réfutée), en note sensible, inscrits en Watch List ou en situation de réaménagements en présence de difficultés financières (forbearance) ;

- Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs que sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution de la notation sectorielle et du niveau de risque pays ;

- Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuient la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de disponibilité de notation interne.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grades détenus par la Banque de Grande Clientèle.

Pour les instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont évaluées également principalement sur une base individuelle, en fonction des caractéristiques de chaque contrat. Des provisions collectives peuvent être définies par les différents établissements du groupe, correspondant à des provisions dites « sectorielles ». Les établissements du groupe ont ainsi la charge d'évaluer la cohérence du niveau de provisionnement déterminé pour le groupe en regard des caractéristiques locales et sectorielles de leur portefeuille et de définir si nécessaire des provisions sectorielles complémentaires. Les quelques portefeuilles non couverts par les méthodologies décrites ci-après (non matériels à l'échelle du groupe) peuvent également donner lieu à des évaluations collectives.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;

- Taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;

- Probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- Les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;

- Les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;

- Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à 3 ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. A des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watch List et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le groupe) - règles consistant à attribuer la meilleure note de l'échelle interne dans le cas d'absence de note à l'octroi et la dernière note de l'échelle avant le statut sensible dans le cas d'absence de note à date.

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

**Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3.** — Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation, la survenance d'un impayé depuis trois mois au moins ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées, ou la mise en œuvre de procédures contentieuses ;

– ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition de passifs financiers au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

#### 7.1.2.1. Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers :

##### — Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit des actifs financiers par capitaux propres :

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	176 488	-3	5	-5	0	0	176 493	-8
Nouveaux contrats originés ou acquis	126 973	-128					126 973	-128
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	40 099	124	683	-346			40 782	-222
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-37 560						-37 560	
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers								
Transferts vers S1								
Transferts vers S2								
Transferts vers S3								
Changements de modèle								
Autres mouvements	2 347	-4	-688	351			1 659	347
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>308 347</b>	<b>-11</b>					<b>308 347</b>	<b>-11</b>

##### — Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit des titres de dette au coût amorti :

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	740 835	-2					740 835	-2
Nouveaux contrats originés ou acquis	39 102						39 102	
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	26 659						26 659	
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-21 737						-21 737	
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers								
Transferts vers S1								
Transferts vers S2								
Transferts vers S3								
Changements de modèle								
Autres mouvements	-50 535						-50 535	
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>734 325</b>	<b>-2</b>					<b>734 325</b>	<b>-2</b>

**— Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti :**

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	<b>5 351 844</b>	<b>-109</b>	<b>414</b>	<b>-24</b>			<b>5 352 258</b>	<b>-133</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	501 614						501 614	
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	-906 008	106					-906 008	106
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-442 093		-414	23			-442 507	23
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers								
Transferts vers S1								
Transferts vers S2								
Transferts vers S3								
Changements de modèle								
Autres mouvements	3 091			1			3 091	1
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>4 508 448</b>	<b>-3</b>					<b>4 508 448</b>	<b>-3</b>

**— Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances à la clientèle au coût amorti :**

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	<b>23 540 876</b>	<b>-75 081</b>	<b>1 530 584</b>	<b>-76 918</b>	<b>836 807</b>	<b>-490 434</b>	<b>25 908 267</b>	<b>-642 433</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	5 100 697	-38 579	104 307	-5 388	37 322	-12 820	5 242 327	-56 787
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	-1 951 612	24 341	-67 461	4 581	-38 823	-15 609	-2 057 895	13 313
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-1 702 387	3 417	-166 281	4 798	-101 311	47 542	-1 969 978	55 758
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers	-686 488	11 272	406 047	-21 771	105 368	-41 459	-175 072	-51 958
Transferts vers S1	669 305	-3 707	-709 143	31 540	-26 782	5 450	-66 620	33 283
Transferts vers S2	-1 236 056	13 749	1 210 849	-58 396	-61 081	14 057	-86 288	-30 590
Transferts vers S3	-119 737	1 229	-95 659	5 085	193 231	-60 965	-22 164	-54 651
Changements de modèle								
Autres mouvements	74 012	6 018	67 343	3 617	504	19 271	141 859	28 906
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>24 375 098</b>	<b>-68 612</b>	<b>1 874 540</b>	<b>-91 081</b>	<b>839 868</b>	<b>-493 508</b>	<b>27 089 507</b>	<b>-653 201</b>

**7.1.2.2. Variation des valeurs brutes comptables et des provisions pour pertes des engagements**

**— Variation des valeurs brutes comptables et des provisions pour pertes de crédit des engagements de financement donnés**

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	<b>2 390 967</b>	<b>5 834</b>	<b>99 186</b>	<b>1 920</b>	<b>9 271</b>	<b>20 646</b>	<b>2 499 424</b>	<b>28 400</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	1 620 970	5 734	24 989	562	13 900		1 659 859	6 296
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	-572 013	-2 327	-346	-80	-707		-573 066	-2 407
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-1 014 467	-2 859	-37 101	-973	-3 254	-266	-1 054 822	-4 098
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers	-74 216	-620	30 902	1 217	2 366		-40 948	597
Transferts vers S1	39 653	162	-43 876	-819	-907		-5 130	-657
Transferts vers S2	-107 520	-691	76 583	2 041	-2 342		-33 279	1 350
Transferts vers S3	-6 349	-91	-1 805	-5	5 615		-2 539	-96
Changements de modèle								
Autres mouvements	26 488	-519	12 921	307	-9 044	-9 223	30 365	-9 435
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>2 377 729</b>	<b>5 243</b>	<b>130 551</b>	<b>2 953</b>	<b>12 532</b>	<b>11 157</b>	<b>2 520 812</b>	<b>19 353</b>

## — Variation des valeurs brutes comptables et des provisions pour pertes de crédit des engagements de garantie donnés :

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Total	
	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit
<b>Solde au 01/01/2018</b>	<b>934 746</b>	<b>1 937</b>	<b>31 041</b>	<b>1 555</b>	<b>49 492</b>		<b>1 015 279</b>	<b>3 492</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	540 564	1 040	7 594	68	15 533	861	563 691	1 969
Modifications de flux contractuels sans décomptabilisation								
Variations dues au changement de risque de crédit (hors transferts)	-121 380	-602	-3 265	-359	-2 436	168	-127 081	-793
Contrats intégralement décomptabilisés sur la période	-344 386	-579	-18 758	-286	-16 139	-1 797	-379 283	-2 662
Réduction de valeur (passage en pertes)								
Transferts d'actifs financiers	-49 710	-197	30 488	801	5 479	1 446	-13 743	2 050
Transferts vers S1	15 903	38	-17 490	-338	-1 625	-145	-3 212	-445
Transferts vers S2	-58 904	-196	52 197	1 156	-1 968	-693	-8 675	267
Transferts vers S3	-6 709	-39	-4 219	-17	9 072	2 284	-1 856	2 228
Changements de modèle								
Autres mouvements	-4 679	-195	17 537	-72	-1 836	-678	11 022	-945
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>955 155</b>	<b>1 404</b>	<b>64 637</b>	<b>1 707</b>	<b>50 093</b>		<b>1 069 885</b>	<b>3 111</b>

**7.1.3. Mesure et gestion du risque de crédit.** — Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

**7.1.4. Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9.** — Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BPCE au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

(En milliers d'Euros)	Exposition maximale au risque (2)	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation (3)	Garanties
<b>Classe d'instruments financiers dépréciés (S3) (1)</b>				
Titres de dettes au coût amorti				
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti				
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	839 868	-493 508	346 360	446 251
Titres de dettes - JVOCI R				
Prêts et créances aux établissements de crédit - JVOCI R				
Prêts et créances à la clientèle - JVOCI R				
Engagements de financement	12 532	11 157	1 375	
Engagements de garantie	50 093		50 093	
<b>Total</b>	<b>902 493</b>	<b>-482 351</b>	<b>397 828</b>	<b>446 251</b>

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

(2) Valeur brute comptable

(3) Valeur comptable au bilan

**7.1.5. Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9 :**

(En milliers d'Euros)	Exposition maximale au risque (1)	Garanties
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		
Titres de dettes	11 536	
Prêts	64 302	
Dérivés de transaction	6 129	
<b>Total</b>	<b>81 967</b>	

(1) Valeur comptable au bilan

**7.1.6. Actifs financiers modifiés depuis le début de l'exercice, dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité au début de l'exercice :**

**Principes comptables.** — Les contrats modifiés sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation en l'absence du caractère substantiel des modifications apportées.

Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » en cas de modification.

La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Certains actifs financiers dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis le début de l'exercice. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan et du compte de résultat de l'entité.

**7.1.7. Actifs financiers modifiés depuis leur comptabilisation initiale, dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, et dont la dépréciation a été réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice.** — Certains actifs financiers dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis leur comptabilisation initiale et ont vu leur dépréciation réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice du fait d'une amélioration de leur risque de crédit. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan de l'entité.

#### 7.1.8. Encours restructurés :

##### — Réaménagements en présence de difficultés financières :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	99 630		99 630	90 428	30	90 459
Encours restructurés sains	74 001		74 001	86 584	396	86 980
<b>Total des encours restructurés</b>	<b>173 631</b>		<b>173 631</b>	<b>177 013</b>	<b>426</b>	<b>177 439</b>
Dépréciations	-39 676	14	-39 662	-35 941		-35 941
Garanties reçues	130 995	473	131 468	136 218		136 218

##### — Analyse des encours bruts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	156 897		156 897	157 197	406	157 604
Réaménagement : refinancement	16 734		16 734	19 815	20	19 835
<b>Total des encours restructurés</b>	<b>173 631</b>		<b>173 631</b>	<b>177 013</b>	<b>426</b>	<b>177 439</b>

##### — Zone géographique de la contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	173 065		173 065	176 122	426	176 548
Autres pays	566		566	891		891
<b>Total des encours restructurés</b>	<b>173 631</b>		<b>173 631</b>	<b>177 013</b>	<b>426</b>	<b>177 439</b>

**7.2. Risque de marché.** — Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

– les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;

– les cours de change ;

– les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;

– et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7 est présentée dans le rapport annuel dans le paragraphe sur la gestion des risques de marché « mesure et surveillance des risques de marché ».

**7.3. Risque de taux d'intérêt global et risque de change.** — Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

**7.4 Risque de liquidité.** — Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

– soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;

– soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;

– soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».



Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2018
Caisse, banques centrales	283 928						283 928
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						160 409	160 409
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 141	1 000	7 000	228 500	54 000	1 186 364	1 480 005
Instruments dérivés de couverture						58 898	58 898
Titres au coût amorti	68 118		25 546	506 049	118 025	16 585	734 323
Prêts et créances sur les Ets de crédit et assimilés au coût amorti	3 978 263	241 525	12 769	84 589	192 308	-1 009	4 508 445
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	1 119 580	552 778	2 137 782	9 127 635	13 340 915	157 616	26 436 306
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						150 735	150 735
<b>Actifs financiers par échéance</b>	<b>5 453 030</b>	<b>795 303</b>	<b>2 183 097</b>	<b>9 946 773</b>	<b>13 705 248</b>	<b>1 729 598</b>	<b>33 813 049</b>
Banques centrales						7 810	7 810
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						221 179	221 179
Instruments dérivés de couverture						14 002	487 698
Dettes représentées par un titre	5 963	8 876	52 350	217 178	189 329		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 154 452	196 888	1 100 784	3 247 398	2 154 141	27 902	7 881 565
Dettes envers la clientèle	17 041 429	382 451	1 154 440	3 497 769	268 960		22 345 049
Dettes subordonnées		351	1 816	10 549	17 967		30 683
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						2	2
<b>Passifs financiers par échéance</b>	<b>18 201 844</b>	<b>588 566</b>	<b>2 309 390</b>	<b>6 972 894</b>	<b>2 630 397</b>	<b>270 895</b>	<b>30 973 986</b>
Engagements de financement donnés en faveur des est de crédit							
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 368 264	89 866	567 551	159 642	322 957	12 532	2 520 812
<b>Total engagements de financement donnés</b>	<b>1 368 264</b>	<b>89 866</b>	<b>567 551</b>	<b>159 642</b>	<b>322 957</b>	<b>12 532</b>	<b>2 520 812</b>
Engagements de garantie en faveur des Ets de crédit	1 599				297	739	2 635
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	60 620	10 868	44 561	306 626	612 187	32 388	1 067 250
<b>Total engagements de garantie donnés</b>	<b>60 620</b>	<b>10 868</b>	<b>44 561</b>	<b>306 626</b>	<b>612 484</b>	<b>33 127</b>	<b>1 068 286</b>

#### Note 8. – Avantages du personnel et assimilés.

**Principes comptables.** — Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

— **Les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.

— **Les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité se décompose en deux catégories : les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

— **Les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail et les rémunérations variables différées payées en numéraire et non indexées.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

— **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

**8.1. Charges de personnel.** — Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements	-162 181	-148 796
Charges des régimes à cotisations définies	-28 648	-36 131
Charges des régimes à prestations définies	5 755	-9 643
Autres charges sociales et fiscales	-63 554	-60 441
Intéressement et participation	-13 501	-12 112
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-262 129</b>	<b>-267 123</b>

L'effectif moyen du personnel en activité dans le groupe au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 368 cadres et 2 312 non-cadres, soit un total de 3 680 salariés.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 4 630 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018 contre 5 721 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

**8.2. Engagements sociaux.** — Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR-BP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire des Banques Populaires au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CAR-BP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement tendanciuellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligataire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif de ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais également ouverte aux actions (40 % dont 20% dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission Technique, Financière et Risque CAR-BP et pour information au Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif.

Les régimes CAR-BP sont présentés parmi les « Compléments de retraite et autres régimes ».

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

**8.2.1. Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2018	31/12/2017
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dettes actuarielles	82 170	33 394	22 196		137 760	151 222
Juste valeur des actifs du régime	-47 151	-29 426			-76 577	-77 212
Juste valeur des droits à remboursement						
Effet du plafonnement d'actifs						
<b>Solde net au bilan</b>	<b>35 019</b>	<b>3 968</b>	<b>22 196</b>		<b>61 183</b>	<b>74 010</b>
Engagements sociaux passifs	35 019	3 968	22 196		61 183	74 030
Engagements sociaux actifs (1)						20

(1) Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers »

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les excédents d'actifs de régime sont comptabilisés à l'actif ainsi que les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime.

**8.2.2. Variation des montants comptabilisés au bilan :****— Variation de la dette actuarielle :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2018	31/12/2017
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<b>Dette actuarielle en début de période</b>	<b>87 751</b>	<b>38 757</b>	<b>24 714</b>		<b>151 222</b>	<b>149 377</b>
Coût des services rendus		2 104	1 350		3 454	3 335
Coût des services passés		-2 737	15		-2 722	5 581
Coût financier	1 120	551	284		1 955	1 746
Prestations versées	-3 554	-3 801	-4		-7 359	-5 035
Autres		359	-4 163		-3 804	-892
Ecart de réévaluation - Hypothèses démographiques		-387			-387	-30
Ecart de réévaluation - Hypothèses financières	-2 553	-1 887			-4 440	-468
Ecart de réévaluation - Effets d'expérience	-926	435			-491	-2 441
Ecart de conversion						
Autres	332				332	49
<b>Dette actuarielle en fin de période</b>	<b>82 170</b>	<b>33 394</b>	<b>22 196</b>		<b>137 760</b>	<b>151 222</b>

**— Variation des actifs de couverture :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		31/12/2018	31/12/2017
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		
<b>Juste valeur des actifs en début de période</b>	<b>48 536</b>	<b>28 676</b>	<b>77 212</b>	<b>64 766</b>
Produit financier	626	267	893	752
Cotisations reçues				9 500
Prestations versées	-764	-78	-842	-628
Autres				
Ecart de réévaluation - Rendement des actifs du régime	-1 371	561	-810	2 773
Ecart de conversion				
Autres	124		124	49
<b>Juste valeur des actifs en fin de période</b>	<b>47 151</b>	<b>29 426</b>	<b>76 577</b>	<b>77 212</b>

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à dues concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 842 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le même taux d'actualisation que sur le passif brut (taux des obligations Corporate AA). L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi.

**8.2.3. Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme :****— Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	31/12/2018	31/12/2017
Coût des services	-633	1 365	732	8 916
Coût financier net	778	284	1 062	994
Autres (dont plafonnement par résultat)	0	0	0	0
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>145</b>	<b>1 649</b>	<b>1 794</b>	<b>9 910</b>

**— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies :**

(En milliers d'Euros)	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	31/12/2018	31/12/2017
<b>Ecart de réévaluation cumulés en début de période</b>	<b>15 224</b>	<b>291</b>	<b>15 515</b>	<b>21 227</b>
Ecart de réévaluation générés sur l'exercice	-2 102	-2 406	-4 508	-5 712
Dont Écart de réévaluation - Hypothèses démographiques		-387	-387	-30
Dont Écart de réévaluation - Hypothèses financières	-2 547	-1 893	-4 440	-465
Dont Écart de réévaluation - Effets d'expérience	-926	435	-491	-2 442
Dont Écart de réévaluation - Rendement des actifs du régime	1 371	-561	810	-2 775
Ajustements de plafonnement des actifs				
<b>Ecart de réévaluation cumulés en fin de période</b>	<b>13 122</b>	<b>-2 115</b>	<b>11 007</b>	<b>15 515</b>

**8.2.4. Autres informations :****— Principales hypothèses actuarielles :**

	31/12/2018	31/12/2017
	CAR-BP	CAR-BP
Taux d'actualisation	1,56%	1,32%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	14 ans	15 ans

**Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses.** — Au 31 décembre 2018, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

En % et milliers d'euros	31/12/2018		31/12/2017	
	CAR-BP		CAR-BP	
	%	Montant	%	Montant
Variation de + 0,5% du taux d'actualisation	-11,46 %	70 356	-6,73 %	78 921
Variation de -0,5% du taux d'actualisation	0,92 %	80 196	7,55 %	91 008
Variation de + 0,5% du taux d'inflation	6,65 %	84 746	6,99 %	90 538
Variation de -0,5% du taux d'inflation	-5,60 %	75 011	-5,84 %	79 653

**— Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
	CAR-BP	CAR-BP
N+1 à N+5	18 625	18 534
N+6 à N+10	17 961	18 144
N+11 à N+15	16 600	16 935
N+16 à N+20	14 502	14 965
> N+20	31 983	34 680

**— Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement) :**

En % et milliers d'euros	31/12/2018		31/12/2017	
	CAR-BP		CAR-BP	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	5,45%	2 435	3,23%	1 474
Actions	39,26%	17 552	42,03%	19 194
Obligations	46,07%	20 595	46,43%	21 204
Fonds de placement	9,23%	4 126	8,32%	3 799
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>44 708</b>	<b>100,00%</b>	<b>45 671</b>

**Note 9. – Juste valeur des actifs et passifs financiers.**

**L'essentiel.** — La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

**— Détermination de la juste valeur :**

**Principes généraux.** — La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

**Juste valeur en date de comptabilisation initiale.** — Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale.

— **Hiérarchie de la juste valeur :**

**Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif.** — Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;

– une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;

des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

— **Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1) :** Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

**Juste valeur de niveau 2.** — En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
  - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
  - les volatilités implicites,
  - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

— **Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2) :**

— **Instruments dérivés de niveau 2 :**

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

— **Instruments non dérivés de niveau 2 :**

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

– les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;

- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

**Juste valeur de niveau 3.** — Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

— **Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3) :** Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, BP DEVELOPPEMENT... ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

**Transferts entre niveaux de juste valeur.** — Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 9.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

#### — Cas particuliers

**Juste valeur des titres de BPCE.** — La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable s'élève à 977 175 milliers d'euros pour les titres BPCE.

**Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres).** — Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

#### **Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur**

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

**Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle.** — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

**Juste valeur des crédits interbancaires.** — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir.

La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle ou les opérateurs de marché. À défaut, comme pour les crédits à la clientèle, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

**Juste valeur des dettes.** — Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

#### **9.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers :**

**9.1.1. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers.** — La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables(niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables(niveau 3)	Total
<b>Actifs financiers</b>				
<b>Instruments de dettes</b>				
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle				
Titres de dettes				
<b>Instruments de capitaux propres</b>				
Actions et autres titres de capitaux propres				
<b>Instruments dérivés</b>				
Dérivés de taux				
Dérivés actions				
Dérivés de change				
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Autres</b>				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)</b>				
<b>Instruments dérivés</b>		6 129		6 129
Dérivés de taux		3 943		3 943
Dérivés actions				
Dérivés de change		2 186		2 186
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>		6 129		6 129
<b>Instruments de dettes</b>				
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle				
Titres de dettes				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option				
<b>Instruments de dettes</b>	10 908		64 930	75 838
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle			64 302	64 302
Titres de dettes	10 908		628	11 536
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard</b>	10 908		64 930	75 838
<b>Instruments de capitaux propres</b>	160		78 282	78 442
Actions et autres titres de capitaux propres	160		78 282	78 442
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>	160		78 282	78 442
<b>Instruments de dettes</b>	288 515		19 821	308 336
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle				
Titres de dettes	288 515		19 821	308 336
<b>Instruments de capitaux propres</b>	32 436	49 744	1 089 489	1 171 669
Actions et autres titres de capitaux propres	32 436	49 744	1 089 489	1 171 669
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	320 951	49 744	1 109 310	1 480 005
Dérivés de taux		58 590		58 590
Dérivés actions				
Dérivés de change		308		308
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		58 898		58 898

(En milliers d'Euros)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables(niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables(niveau 3)	Total
<b>Passifs financiers</b>				
<b>Dettes représentées par un titre</b>				
<b>Instruments dérivés</b>				
Dérivés de taux				
Dérivés actions				
Dérivés de change				
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Autres passifs financiers</b>				
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)</b>				
<b>Instruments dérivés</b>		<b>7 810</b>		<b>7 810</b>
Dérivés de taux		5 548		5 548
Dérivés actions				
Dérivés de change		2 262		2 262
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>		<b>7 810</b>		<b>7 810</b>
Dettes représentées par un titre				
Autres passifs financiers				
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>				
Dérivés de taux		214 269		214 269
Dérivés actions				
Dérivés de change		6 910		6 910
Dérivés de crédit				
Autres dérivés				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		<b>221 179</b>		<b>221 179</b>

(1) hors couverture économique



## 9.1.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur :

— Au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2018
		Au compte de résultat		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Actifs financiers										
Instruments de dettes Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes Instruments de capitaux propres Actions et autres titres de capitaux propres Instruments dérivés Dérivés de taux Dérivés actions Dérivés de change Dérivés de crédit Autres dérivés Autres										
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)										
Instruments dérivés Dérivés de taux Dérivés actions Dérivés de change Dérivés de crédit Autres dérivés										
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique										
Instruments de dettes Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes										
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option										
Instruments de dettes Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes		-12			1 442 1 442		62 860 62 860	640 640		64 930 64 302 628
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		-12			1 442		62 860	640		64 930
Instruments de capitaux propres Actions et autres titres de capitaux propres	33 272 33 272	794 794	-405 -405		17 625 17 625	-16 213 -16 213	-401 -401		43 610 43 610	78 282 78 282
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	33 272	794	-405		17 625	-16 213	-401		43 610	78 282
Instruments de dettes Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes Instruments de capitaux propres Actions et autres titres de capitaux propres	1 112 072 1 112 072	672 672 25 168 25 168			12 000 12 000 16 319 16 319	-412 -412 -25 537 -25 537		7 561 7 561		19 821 19 821 1 089 489 1 089 489
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		1 112 072	25 840	-613		28 319	-25 949	6 793	7 561	-44 713
Dérivés de taux Dérivés actions Dérivés de change Dérivés de crédit Autres dérivés										
Instruments dérivés de couverture										

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2018
		Au compte de résultat		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Passifs financiers										
Dettes représentées par un titre										
Instruments dérivés										
Dérivés de taux										
Dérivés actions										
change    Dérivés de										
Dérivés de										
crédit    Dérivés de										
Autres dérivés										
Autres passifs financiers										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)										
Instruments dérivés										
Dérivés de taux										
Dérivés actions										
change    Dérivés de										
Dérivés de										
crédit    Dérivés de										
Autres dérivés										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique										
Dettes représentées par un tire										
Autres passifs financiers										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option										
Dérivés de taux										
Dérivés actions										
Dérivés de change										
Dérivés de crédit										
Autres dérivés										
Instruments dérivés de couverture										

(1) hors couverture technique

Au 31 décembre 2018, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement les titres BPCE et les titres B.P. Développement.

Au cours de l'exercice, 26 217 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont 26 622 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2018.

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de 26 217 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, – 613 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont – 545 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2018.

L'impact en compte de résultat des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres correspond principalement aux produits de dividendes.

**9.1.3. Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur.** — Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2
<b>Actifs financiers</b>							
<b>Instruments de dettes</b> Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes							
<b>Instruments de capitaux propres</b> Actions et autres titres de capitaux propres							
<b>Instruments dérivés</b> Dérivés de taux Dérivés actions Dérivés de change Dérivés de crédit Autres dérivés							
<b>Autres</b>							
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)</b>							
<b>Instruments dérivés</b> Dérivés de taux Dérivés actions Dérivés de change Dérivés de crédit Autres dérivés							
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>							
<b>Instruments de dettes</b> Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes							
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>							
<b>Instruments de dettes</b> Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes					640		
					640		
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard</b>					640		
<b>Instruments de capitaux propres</b> Actions et autres titres de capitaux propres							
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>							
<b>Instruments de dettes</b> Prêts sur les établissements de crédit et clientèle Titres de dettes					7 561		
					7 561		
<b>Instruments de capitaux propres</b> Actions et autres titres de capitaux propres							
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>					7 561		
<b>Instruments dérivés de couverture</b>							

(1) hors couverture technique

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

**9.1.4. Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses.** — Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe BPAURA est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 9 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 179 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 190 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 466 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 440 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

**9.2. Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti.** — Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 9.

(En milliers d'Euros)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>32 447 890</b>	<b>748 038</b>	<b>10 188 940</b>	<b>21 510 912</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 520 345		2 087 794	2 432 551
Prêts et créances sur la clientèle	27 067 822		7 989 461	19 078 361
Titres de dettes	859 723	748 038	111 685	
Autres				
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	<b>31 017 234</b>		<b>20 348 182</b>	<b>10 669 052</b>
Dettes envers les établissements de crédit	8 170 147		8 158 351	11 796
Dettes envers la clientèle	22 328 706		12 094 332	10 234 374
Dettes représentées par un titre	487 698		64 816	422 882
Dettes subordonnées	30 683		30 683	

## Note 10. – Impôts.

### 10.1. Impôts sur le résultat :

**Principes comptables.** — Les impôts sur le résultat regroupent :

- les impôts courants qui sont calculés sur la base des bénéfices imposables sur la période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur.
- les impôts différés (voir 11.2)

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	-35 776	-33 922
Impôts différés	-10 065	-14 262
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>-45 841</b>	<b>-48 184</b>

## — Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique :

	31/12/2018		31/12/2017	
	en milliers d'euros	taux d'impôt	en milliers d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	125 527		105 813	
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Participations ne donnant pas le contrôle				
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence				
Impôts	-45 841		-48 184	
<b>Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition</b>	<b>171 368</b>		<b>153 997</b>	
<b>Taux d'imposition de droit commun français</b>		<b>34,43%</b>		<b>34,43%</b>
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	-59 002		-53 021	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Effet des différences permanentes	-7 072		-16 113	
Impôts à taux réduit et activités exonérées	-2 986		745	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger				
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	-1 377		-1 298	
Effets de l'intégration fiscale	-189		-1 035	
Effet de l'écart entre taux exigible et taux différé	-1 536		9 259	
Contribution exceptionnelle			3 605	
Autres éléments				
<b>Charge (produit) d'impôts comptabilisée</b>	<b>-45 841</b>		<b>-48 184</b>	
<b>Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)</b>		<b>26,80%</b>		<b>31,30%</b>

## 10.2. Impôts différés :

**Principes comptables.** — Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Plus-values latentes sur OPCVM		60
GIE Fiscaux		
Provisions pour passifs sociaux	11 645	14 063
Provisions pour activité d'épargne-logement	6 372	6 891
Dépréciation non déductible au titre du risque de crédit	21 603	18 698
Autres provisions non déductibles	19 677	31 289
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	298	1 795
Autres sources de différences temporelles	49 878	49 774
Impôts différés liés aux décalages temporels	109 473	122 570
Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables	948	927
Impôts différés sur retraitements et éliminations de consolidation	-2 677	-2 969
Impôts différés non constatés par prudence		
<b>Impôts différés nets</b>	<b>107 744</b>	<b>120 528</b>
Comptabilisés		
<b>A l'actif du bilan</b>	<b>113 079</b>	<b>124 970</b>
<b>Au passif du bilan</b>	<b>5 335</b>	<b>4 442</b>

**Note 11. – Autres informations.**

**11.1. Information sectorielle.** — L'activité du Groupe BPAURA se compose presque exclusivement d'une activité de banque de détail. Les impacts des autres activités (notamment capital-investissement) sont marginaux sur les états financiers consolidés.

**11.2. Informations sur les opérations de location financement et de location simple :**

**Principes comptables.** — Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

**Contrats de location-financement.** — Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option sera levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ; et
- les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location et si les pertes subies par le bailleur relatives à la résiliation sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ; et
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour une deuxième période moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 selon la même méthode que celle décrite pour les actifs financiers au coût amorti (note 7.1.1) et sont comptabilisées en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

**Contrats de location simple.** — Un contrat qui n'est pas qualifié de location financement est classé par défaut en contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

**11.2.1. Opérations de location en tant que bailleur :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Location financement</b>					1			1
Investissement brut					1			1
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir								
Produits financiers non acquis								
<b>Location simple</b>	238	476		714	567	1 134		1 701
Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables	238	476		714	567	1 134		1 701

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur						

**Loyers conditionnels de la période constatés en produits :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Location financement		
Location simple	195	381

**11.2.2. Opérations de location en tant que preneur :****— Immobilisations par catégorie :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur nette comptable						

**— Paiements minimaux futurs :**

Preneur (en milliers d'euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location simple								
Paiements minimaux futurs à payer au titre des contrats non résiliables	12 023	24 047		36 070	12 911	25 822		38 733
Paiements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de sous location non résiliables								

**— Montants comptabilisés en résultat net :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Location simple		
Paiements minimaux	12 023	12 984
Loyers conditionnels inclus dans les charges de la période		
Produits des sous location		

**11.3. Transactions avec les parties liées.** — Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

**11.3.1. Transactions avec les sociétés consolidées.** — Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

– l'organe central BPCE ;

– les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Banques Populaires prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que I-BP).

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	BPCE	Autres	Total	BPCE	Autres	Total
Crédits	1 892 406		1 892 406	2 217 295		2 217 295
Autres actifs financiers	1 015 995	69 095	1 085 090	965 980	71 377	1 037 357
Autres actifs	54 983		54 983	63 590		63 590
<b>Total des actifs avec les entités liées</b>	<b>2 963 384</b>	<b>69 095</b>	<b>3 032 479</b>	<b>3 246 865</b>	<b>71 377</b>	<b>3 318 242</b>
Dettes	4 682 081		4 682 081	4 725 963		4 725 963
Autres passifs financiers						
Autres passifs						
<b>Total des passifs envers les entités liées</b>	<b>4 682 081</b>		<b>4 682 081</b>	<b>4 725 963</b>		<b>4 725 963</b>
Intérêts, produits et charges assimilés	-14 871		-14 871	-19 430	18	-19 412
Commissions	-3 505		-3 505	-3 622		-3 622
Résultat net sur opérations financières	22 353	3 201	25 554	22 002	3 602	25 604
Produits nets des autres activités						
<b>Total du PNB réalisé avec les entités liées</b>	<b>3 977</b>	<b>3 201</b>	<b>7 178</b>	<b>-1 050</b>	<b>3 620</b>	<b>2 570</b>
Engagements donnés						
Engagements reçus						
Engagements sur instruments financiers à terme						
<b>Total des engagements avec les entités liées</b>						

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 12 - Périmètre de consolidation ».

### 11.3.2. Transactions avec les dirigeants :

**Avantages à court terme.** — Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 1 482 milliers d'euros au titre de 2018 (contre 1 727 milliers d'euros au titre de 2017).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux mandataires sociaux.

### 11.4. Intérêts dans les entités structurées non consolidées :

**11.4.1. Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées.** — Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le groupe BPAURA détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;

– ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le groupe BPAURA.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe BPAURA à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le groupe BPAURA restitue dans la note 11.4.2 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

**Gestion d'actifs.** — La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

**Titrisation.** — Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « *commercial paper* »).

**Financements (d'actifs) structurés.** — Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

**11.4.2. Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées.** — Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.



Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

— Au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total au 31/12/2018
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	0	62 433	0	0	62 433
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	62 433	0	0	62 433
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	0	47 763	0	147	47 910
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	0	0	0	1 335	1 335
<b>Placements des activités d'assurance</b>	0	0	0	0	0
<b>Actifs divers</b>	0	0	0	0	0
<b>Total actif</b>	0	110 196	0	1 482	111 678
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	0	0	0	0	0
<b>Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance</b>	0	0	0	0	0
<b>Provisions</b>	0	0	0	0	0
<b>Total passif</b>	0	0	0	0	0
<b>Engagements de financement donnés</b>	0	0	0	131	131
<b>Engagements de garantie donnés</b>	0	0	0	382	382
<b>Garantie reçues</b>	0	0	0	0	0
<b>Notionnel des dérivés</b>	0	0	0	0	0
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	0	110 196	0	1 995	112 191
<b>Taille des entités structurées</b>	0	2 072 506	0	40 141	2 112 647

— Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

(En milliers d'Euros)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total au 01/01/2018
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	0	4 921	0	0	4 921
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	4 921	0	0	4 921
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	0	75 593	0	147	75 740
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	0	6 250	0	1 233	7 483
<b>Placements des activités d'assurance</b>	0	0	0	0	0
<b>Actifs divers</b>	0	0	0	0	0
<b>Total actif</b>	0	86 764	0	1 380	88 144
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	0	0	0	0	0
<b>Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance</b>	0	0	0	0	0
<b>Provisions</b>	0	0	0	0	0
<b>Total passif</b>	0	0	0	0	0
<b>Engagements de financement donnés</b>	0	0	0	507	507
<b>Engagements de garantie donnés</b>	0	0	0	1 860	1 860
<b>Garantie reçues</b>	0	0	0	0	0
<b>Notionnel des dérivés</b>	0	0	0	0	0
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	0	86 764	0	3 747	90 511
<b>Taille des entités structurées</b>	0	1 531 444	0	36 018	1 567 462

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

**11.4.3. Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées. —**

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe BPAURA n'est pas sponsor d'entités structurées.

**Note 12. – Détail du périmètre de consolidation.****12.1. Opérations de titrisation :**

**Principes comptables.** — La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelés en 3.2.1 .

**Opération de titrisation interne au Groupe BPCE.** — En 2018, deux nouvelles entités *ad hoc* (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT » ) ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (1,12 milliard d'euros pour BPCE, dont 0,073 milliard pour BPAURA) à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (1 milliard d'euros pour BPCE, dont 0,065 milliard pour BPAURA). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10.

Elle prolonge les opérations BPCE Master Home Loans et BPCE Home Loans FCT 2017\_5, toujours en vie, basée sur une cession de prêts immobiliers et complète ainsi le dispositif de refinancement du Groupe BPCE.

**12.2. Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées.** — Le groupe BPAURA n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses intérêts détenus dans ses filiales (structurées ou non).

Le groupe BPAURA n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

**12.3. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018.** — Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR » ), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

**12.4. Entreprises non consolidées au 31 décembre 2018.** — Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Sociétés	Implantation	Activités	Taux d'intérêt	Taux de contrôle (si différent)	Méthode
<b>I) Entités consolidantes</b>					
Banque populaire Auvergne Rhône Alpes - Société-Mère	France	Etablissement de crédit			
Société de caution mutuelle SOCAMI des Alpes	France	SCM	5,10%		IG
Société de caution mutuelle SOCAMI Lyon	France	SCM	2,00%		IG
Société de caution mutuelle SOCAMI Massif Central	France	SCM	3,00%		IG
Société de caution mutuelle SOCAMA Auvergne Rhône Alpes	France	SCM	0,65%		IG
Société de caution mutuelle SOCAMMES des Alpes	France	SCM	3,32%		IG
Société de caution mutuelle SOPROLIB des Alpes	France	SCM	2,50%		IG
Société de caution mutuelle SOFRONTA des Alpes	France	SCM	0,36%		IG
SOCACEF	France	SCM	7,00%		IG
APROFOR	France	SCM	19,00%		IG
<b>II) Filiales consolidées</b>					
Banque de Savoie	France	Etablissement de crédit	99,99%		IG
SAS ALPES CAPITAL INNOVATION	France	SCR	100,00%		IG
EXPANSINVEST	France	SCR	100,00%		IG
SAS GARIBALDI PARTICIPATIONS	France	SCR	100,00%		IG
BPA ATOUT PARTICIPATIONS	France	Prise de participations	100,00%		IG
SCI BP SAVOISIENNE	France	Société immobilière	100,00%		IG
EURL SIMC	France	Société immobilière	100,00%		IG
SIRRA	France	Société immobilière	100,00%		IG
SAS Sociétariat banque populaire des Alpes	France	Société de portage	100,00%		IG
Sas sociétariat massif central	France	Société de portage	100,00%		IG
Garibaldi capital développement	France	Prise de participations	99,99%		IG

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation	Part de capital détenue	Motif de non-consolidation	Montant des capitaux propres (en milliers d'euros)	Montant du résultat (en milliers d'euros)
ALPES FINANCE PARTICIPATIVE	France	100%	Non significative	-118	-142
ATOUTS IMMOBILIERS	France	100%	Non significative	60	-4
FINANCIERE IMMOBILIERE DERUELLE	France	100%	Non significative	1 496	-4
GARIBALDI INGENIERIE EURL	France	100%	Non significative	425	51
GARIBALDI PIERRE	France	100%	Non significative	463	264
SCI ESGAR	France	100%	Non significative	307	2
SIFS	France	100%	Non significative	6 441	450
STE AUXILIAIRE IMMOBILIER	France	100%	Non significative	174	67
SCI BASE	France	79%	Non significative	-380	-381
SAGEST	France	49%	Non significative	1 783	15
INEOS	France	40%	Non significative	3 964	-73
1KUBATOR SAS	France	38%	Non significative	859	-1 094
AITHER GROUPE	France	35%	Non significative	2 437	5
SCI GCII	France	35%	Non significative	-5	-7
GALVEA TEAM	France	33%	Non significative	5 766	463
SCI VILLA JOSEPH FAURE	France	30%	Non significative	NC	NC
SOLEXIA ARTS DE LA TABLE	France	30%	Non significative	18 660	710
H2F GROUPE	France	27%	Non significative	-1 228	-172
PARKING DE LA POTERNE	France	26%	Non significative	440	181
FONCIERE HOTELIERE	France	25%	Non significative	3 902	-82
S'FAIR SAS	France	25%	Non significative	179	-110
RAS CONCEPT (SOGICS)	France	22%	Non significative	171	72
CANOPEE INVEST (ECEC)	France	21%	Non significative	3 451	377
COMDEV	France	21%	Non significative	6 237	536
GLD GROUPE	France	21%	Non significative	20 523	1 493

### Note 13. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires comptabilisés au titre des missions réalisées par les commissaires aux comptes pour l'ensemble du Groupe BPAURA (y compris les commissaires aux comptes qui ne relèvent pas du même réseau que les responsables du contrôle des comptes de BPCE), sont pour l'exercice 2018 :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018									
	Pricewaterhouse Coopers Audit		BDO		Mazars		Autres		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Missions de certification des comptes	169	95%	141	95%	195	85%	34	95%	539	91%
Emetteur	108		109		109				325	
Filiales intégrés										
globalement	61		32		86		34		214	
Services autres que la certification des comptes	9	5%	7	5%	34	15%	2	5%	52	9%
Emetteur	6		5		29				41	
Filiales intégrés										
globalement	3		2		5		2		11	
Total	178	100%	148	100%	229	100%	36	100%	591	100%

(En milliers d'Euros)	31/12/2017									
	Pricewaterhouse Coopers Audit		BDO		Mazars		Autres		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Missions de certification des comptes	186	100%	174	100%	203	95%	10	100%	573	98%
Emetteur	133		133		121				387	
Filiales intégrés										
globalement	53		41		82		10		186	
Services autres que la certification des comptes		0%		0%	11	5%		0%	11	2%
Emetteur					11					
Filiales intégrés										
globalement										
Total	186	100%	174	100%	214	100%	10	100%	584	100%

## VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

A l'assemblée générale des Sociétaires

**I. Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### II. Fondement de l'opinion :

**Référentiel d'audit.** — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

— **Observation** : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.2 de l'annexe des comptes consolidés concernant l'application des normes IFRS 9 sur les instruments financiers et IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

**III. Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément

### — Incidence de la 1re application d'IFRS 9 :

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'application de la norme IFRS 9 « instruments financiers » à partir du 1er janvier 2018 a introduit des modifications significatives dans les règles de classement et d'évaluation ainsi que de dépréciation des actifs financiers, se traduisant par des impacts financiers et opérationnels.</p> <p>Classement et évaluation</p> <p>Selon la norme IFRS 9, la classification d'un actif financier résulte du modèle de gestion (modèle de collecte, modèle de vente, modèle mixte) et des caractéristiques des flux contractuels basiques (dit « SPPI »). En fonction du modèle de gestion retenu et des caractéristiques de ses flux, ainsi que de sa nature (instruments de dettes ou de capitaux propres), l'actif financier est évalué soit au coût amorti, soit à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat. Au regard de ces critères, les instruments financiers en stock au 1er janvier 2018 ont fait l'objet d'une analyse afin de les classer et de les évaluer selon les modalités prévues par cette nouvelle norme.</p> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>En complément des modalités de dépréciations au titre du risque de crédit avéré (statut 3), les nouvelles règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution de provisions estimées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Statut 1 matérialisant une perte attendue à 1 an à partir de la comptabilisation initiale d'un actif financier ;</li> <li>– Statut 2 matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. L'estimation de ces pertes de crédits attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour définir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- certains paramètres de calcul des pertes de crédit attendues à savoir notamment la probabilité de défaut et le taux de perte en cas de défaut. Ces modèles sont déterminés sur la base de modèles développés en interne tenant compte des spécificités sectorielles ;</li> <li>- les critères de dégradation du risque de crédit,</li> <li>- les modalités de prise en compte des projections</li> </ul> </li> </ul>	<p>Classement et évaluation</p> <p>S'agissant des impacts de première application, nos principaux travaux ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la revue pour validation des analyses réalisées par les auditeurs du groupe BPCE pour déterminer la classification des actifs financiers,</li> <li>– l'obtention et la revue de la documentation relative aux modèles de gestion et la vérification du respect de ceux-ci.</li> <li>– la vérification sur base d'échantillons de contrats, de la qualité des analyses effectuées et conduisant au classement des contrats dans les nouvelles catégories prévues par la norme. Nous avons également pris connaissance et apprécié le dispositif de contrôle interne mis en œuvre pour documenter les analyses et la conformité des modèles de gestion avec les dispositions de la norme pour les nouvelles productions.</li> </ul> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement en une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE, qui avec leurs experts et spécialistes, ont procédé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la revue de la segmentation des portefeuilles de crédits et la cartographie des modèles de calcul des dépréciations par périmètre ;</li> <li>– la réalisation d'une analyse de conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS 9, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les critères de dégradation significative du risque de crédit (variation de la notation et de la probabilité de défaut depuis la comptabilisation initiale, ...);</li> <li>- les calculs de pertes attendues (revue des modèles, du calibrage des PD, LGD, de la prise en compte des garanties, des hypothèses de forward looking, des modalités d'actualisation au TIE, des modalités de backtesting,...);</li> </ul> </li> </ul>

<p>macroéconomiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues.</p> <p>Ces éléments de paramétrages sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Banque comptabilise dans ses comptes consolidés. Compte tenu du périmètre de cette norme, de la complexité de sa mise en œuvre et de l'importance des estimations comptables du volet « dépréciation », nous avons considéré que la première application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 constitue un point clé de notre audit de l'exercice 2018.</p> <p>Les incidences de la première application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 sont détaillées en note 3.1.1.6 de l'annexe ; les options retenues sont décrites en note 2.5 et les principes comptables en note 2.2.</p> <p>L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de -99,8 M€ avant impôts (-76,8 M€ après impôts).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– la réalisation de contre calculs avec leurs propres outils ;</li> <li>– la réalisation de contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9. Enfin, nos travaux de contrôles ont également porté sur :</li> <li>– la revue des chiffrages d'impact, du processus de consolidation des données et de l'information financière au titre de la première application au 1er janvier 2018 ;</li> <li>– la justification et l'estimation des provisions complémentaires constatées en complément.</li> </ul>
---	---

— Dépréciation des prêts et créances (statut 1, 2 et 3) :

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3) de pertes.</p> <p>Les dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, la probabilité de défaut, le taux perte en cas de défaut, les informations prospectives, ...), complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en statuts 1 et 2 que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p> <p>En particulier dans le contexte de coût du risque maintenu à un niveau bas que connaît votre Banque sur son marché principal et de la première année d'application D'IFRS 9, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p> <p>Les expositions aux risques de crédit et de contrepartie représentent plus de 83% du total bilan de la Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes au 31 décembre 2018 (77% et 26,4 Mds€ pour l'encours net des seuls prêts et créances).</p> <p>Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 653,2 M€ dont 68,6 M€ au titre du statut 1, 91,1 M€ au</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2</p> <p>Dans la continuité des diligences réalisées dans le cadre de la 1re application d'IFRS 9, nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits,</li> <li>– une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des nouvelles règles IFRS 9 ;</li> <li>- ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018,</li> <li>- ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.</li> </ul> </li> </ul> <p>Par ailleurs, nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles complémentaires comptabilisées aux bornes de votre Banque.</p> <p>Dépréciation des encours de crédit en statut 3</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Nous avons également apprécié la pertinence l'information détaillée en annexe requise par la nouvelle norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2018.</p>

<p>titre du statut 2 et 493,5 M€ au titre du statut 3.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à -49,5 M€ (en baisse de -2,4% sur l'exercice).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note 7.1.2.1 de l'annexe.</p>	
---	--

— Valorisation des titres BPCE :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE.</p> <p>Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans l'exercice de valorisation.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre, en outre, la valorisation de l'organe central lui-même, au travers des coûts de structure et de la trésorerie centrale, valorisés sur la base de données prévisionnelles, ainsi que les marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie. Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE SA constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette ligne de titre au sein du bilan consolidé de votre Banque ainsi que de la sensibilité sur la valorisation de ce titre de certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.</p> <p>La juste valeur des titres BPCE s'élève à 977,2 M€ au 31 décembre 2018, soit une variation D'OCI par rapport à la valeur d'acquisition liée à ce titre de 135,4 M€</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 5.4, 5.6 et 9.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet. Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (Natixis, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité,</li> <li>– la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles,</li> <li>– l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors du précédent exercice.</li> </ul>

**IV. Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

**Désignation des commissaires aux comptes.** — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes par l'Assemblée Générale du 22 mai 2017 pour le cabinet Mazars, par l'assemblée générale de Banque Populaire des Alpes du 7 avril 2008 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers et par l'assemblée générale du 30 avril 1993 pour le Cabinet Sovec devenu BDO Rhône Alpes. Au 31 décembre 2018, le cabinet Mazars était dans la 2e année de sa mission sans interruption, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 11e année, et le cabinet Sovec devenu BDO Rhône Alpes dans la 28e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés. — Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

— **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés :**

**Objectif et démarche d'audit.** — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Rapport au comité d'audit.** — Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées

Fait à Lyon, Echirolles et Courbevoie le 29 mars 2019  
*Les Commissaires aux Comptes :*

<b>PricewaterhouseCoopers Audit;</b>	<b>BDO Rhône-Alpes;</b>	<b>Mazars;</b>
Agnès Hussherr;	Nicolas Brunetaud;	Michel Léger;
		Éric Gonzalez;
		Paul-Armel Junne.